

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 499, 1,50 F
JEUDI 3 JUIN 1971



Agriculteurs en lutte

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolonges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique No-
res, Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 30.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Le reflet et le réel

Entretien avec André Harris

T.S. — Comment expliquer la véritable censure qui n'a pas osé dire son nom et qui a abouti à priver des millions de télespectateurs de votre film ?

A.H. — On n'arrive pas encore à parler de la Commune, cent ans après. On n'ose pas même évoquer l'affaire Dreyfus ou les mutineries de 1917. Que dire d'événements politiques encore plus récents ! Toujours le même vieil argument : ne pas donner des armes aux « autres » en étalant ses turpitudes, sa faiblesse. Il semble qu'il n'y a aucune distanciation de la part du pouvoir par rapport à des problèmes qui concernent vraiment les Français, comme si la référence même à ces problèmes constituait pour lui une menace.

T.S. — Considérez-vous alors votre film comme une arme ?

A.H. — Ce n'est pas à proprement parler un film de combat. Le vice national étant l'auto-satisfaction, le rôle de l'informateur est de mettre en difficulté cette bonne conscience en la mettant à l'épreuve de l'analyse des faits. Nous n'avons pas une thèse à soutenir, mais une idée générale sur laquelle nous nous appuyons pour mettre à bas les mythes hégémoniques dans le peuple. Aux militants politiques de canaliser la prise de conscience qui résulte du film et de s'en servir. En fait, c'est à vous de répondre à cette question !

T.S. — « Le chagrin et la pitié » n'est donc pas qu'un documentaire ?

A.H. — Nous n'avons pas voulu réaliser une juxtaposition linéaire des documents, assortis de sous-titres commentaires qui n'auraient fait que paraphraser l'image. Un enterrement de l'histoire en grandes pompes cinématographiques ne correspond pas à notre intention. Au contraire, nous avons voulu la faire vivre. Notre souci constant a été de supprimer les distances du temps et d'aboutir à ce que les spectateurs abordent de plain-pied des problèmes qui les concernent.

T.S. — On vous a sur ce point reproché de solliciter l'événement ou les personnes interrogées ?

A.H. — Notre film ne constitue pas un dossier objectif, exhaustif avec des pièces bien rangées dans leur carton. Ainsi nous n'avons pas pu parler du rôle de la milice, ni du pacte germano-soviétique. Notre film n'est pas un monument. Le rôle du clergé aurait aussi été intéressant. En fait, il s'agit d'une chronique, d'une vision

vivante d'une époque et une chronique nécessite forcément un choix dans les liasses multiples de documents. N'oubliez pas que pendant des semaines nous avons visionné des archives dans quatre pays différents, rencontré des centaines de personnes et impressionné trente mille mètres de pellicule en 16 mm. Or ce choix est nécessairement subjectif. Sur une époque contestée, nous n'avons pas visé à une impossible objectivité, nous avons voulu rendre la réalité avec ses ressorts et ses implications, de la vie durant l'occupation.

Pour cela, contrairement à ce que M. A. Fabre-Luce affirme dans « Le Monde », solliciter l'interviewé, c'est le lot du journaliste et du réalisateur.

En articulant les images entre elles ou en les opposant à la bande-son notre travail a procédé d'un choix de montrer les situations concrètes et les préoccupations quotidiennes vécues à cette époque. Car ou bien on se veut rassurant et on ne sollicite pas la réaction du spectateur, ou bien on accepte ce travail de videur de poubelles de l'histoire.

T.S. — A ce propos votre film visait-il à dresser un parallèle entre nazisme et pétainisme ?

A.H. — Le pétainisme est un régime né dans la défaite et fortifié par l'occupation. Le pétainisme est donc sorti d'un effondrement et la France a eu le seul gouvernement « légalement » installé qui ait pratiqué une politique de collaboration avec l'occupant.

Nous avons donc voulu souligner le lien de cousinage, de parenté ou au moins la démarche dans le même sens. « Le chagrin et la pitié » est une charge contre la bourgeoisie française qui s'est reconnue dans le régime de Pétain. On peut gloser sur l'héritage anti-parlementaire, la peur schizophrénique du Front populaire (mieux vaut Hitler que Blum, disait-on), le fait n'en est pas moins patent au visionnage de notre film qui refuse cependant toute attitude activiste ou toute intention polémique inutile.

T.S. — Vous exposez justement le cas d'un personnage qui a poussé cette logique jusqu'au bout.

A.H. — En effet, de la Mazière « a mis sa peau au bout de ses idées ». La bourgeoisie a utilisé le fanatisme de cet extrémiste de la collaboration jusqu'à le pousser à s'engager, après le débarquement américain, sur le front de l'Est, dans la division Charlemagne : les

S.S. français. Quand il s'est agi de régler les comptes, de montrer patte blanche ces naïfs ont été tout trouvés, par ceux qu'ils avaient servi avec tant de zèle, pour être livrés à la vindicte publique : voilà une façon économique d'évacuer l'encombrante question des vraies responsabilités.

T.S. — Quel a été l'impact du « Chagrin et la pitié » ?

A.H. — La bourgeoisie n'a pas aimé ce film diffusé en même temps dans 30 villes de province.

T.S. — Comment l'expliquer ?

A.H. — De multiples séquences témoignent du refus du prolétariat d'admettre la politique de collaboration. Bien sûr il ne faut pas être schématique et oublier les tropismes exercés par la bourgeoisie sur quelques individus.

Mais nous parlons d'une classe sociale politiquement et consciemment organisée. Or la bourgeoisie a su canaliser et capter à son profit l'héritage de la résistance et du refus de collaboration. A ce titre, de Gaulle a été une fantastique éponge de la mauvaise conscience française. Par défoulement, l'imagerie d'une France unanimement résistante à partir du 18 juin 1940 jusqu'à la libération s'est répandue comme une trainée de poudre sur des yeux qui voulaient rester ouverts. « Le chagrin et la pitié » essaie de détruire cette mythologie nationale et unanimiste pour remettre un peu d'ordre dans ces données apparemment contradictoires. Il a donc dérangé un certain confort politique.

T.S. — Et maintenant ?

A.H. — Ce qu'il faut traiter par le cinéma, c'est la suite de cette histoire qui n'est pas finie et qu'on pourrait intituler « 1945 ou l'année des cocos ? ».

T.S. — Quelle conclusion tirez-vous du cinéma politique ?

A.H. — Pour le cinéaste militant, faire des films c'est renforcer le propos pour lequel il se bat. Mais souvent l'œuvre produite va être entachée aux yeux du public des propres convictions du réalisateur tant l'idéologie dominante a réussi à faire mépriser la vision politique. En France, à l'heure actuelle, afficher une conviction politique, expose à affronter une présomption de méfiance.

Il y a un problème de crédibilité. Or la fonction du cinéma consiste à communiquer et donc dans une certaine mesure à capter l'intérêt de la masse des spectateurs et non pas d'une infime minorité d'entre eux. Il faut dépasser ce divorce.



Luttes culturelles

« Le chagrin et la pitié », est un film particulièrement intéressant sur bien des plans auquel, André Harris a participé comme co-auteur et producteur. On lira ci-contre son interview, réalisée par Alain Moutot.

Luttes ouvrières

C'est encore une moisson particulièrement riche que notre équipe sociale a relevée dans les conflits de la semaine (page 4). Mais c'est surtout dans le secteur santé que la lutte promet d'être chaude dans les semaines qui viennent, si l'on en croit la lutte des élèves infirmières (page 5) et l'agitation des préparateurs en pharmacie (page 6).

Luttes agricoles

Au moment même où se tient le Congrès des jeunes agriculteurs, Marie-José Thomas (qui y assistait pour TRIBUNE) a pu mesurer la colère des paysans face à la répression (page 7).

et notre encart spécial avec les tribunes libres pour le 7^e Congrès (pages I, II, III, IV)

Photos dans ce numéro : A.F.P. (p. 4, 10), Collombert (p. 5, 8, 12).

L'arme empoisonnée du racisme

Jean-Marie Vincent

Quand on parle de racisme dans le mouvement ouvrier, on se rassure en général un peu trop facilement en se disant que les racistes, ce sont les autres. Il est vrai que dans les entreprises, les travailleurs de nationalité française considèrent la plupart du temps les travailleurs immigrés comme des camarades qui ont à subir le même sort qu'eux. Mais, pour autant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas problème. De façon insidieuse le racisme s'infiltré dans la vie quotidienne. On s'habitue à considérer comme normal que les travailleurs immigrés soient relégués dans les travaux les plus pénibles, qu'ils soient voués aux bidonvilles ou aux logements insalubres, qu'ils soient licenciés avec la plus grande facilité. On se prend quelquefois même à penser qu'ils prennent le pain de la bouche à des nationaux en acceptant des salaires de famine. En un mot, les travailleurs immigrés ne sont pas considérés comme aussi égaux que les autres. Les conditions mêmes dans lesquelles on les oblige à vivre se retournent contre eux. Combien de travailleurs français finissent par penser qu'ils ne sont pas comme nous, puisqu'ils vivent dans la crasse et dans la misère et qu'ils conservent des coutumes bizarres (leurs façons de vivre). Tout cela aboutit au fait que beaucoup de travailleurs acceptent comme normal ce qui les révolte en d'autres circonstances.

Cette passivité devant le racisme est pourtant mauvaise conseillère, car le racisme est une arme dans les mains de la bourgeoisie. L'indifférence des Français est nécessaire pour que les immigrés puissent servir de main-d'œuvre de réserve à bon marché dans les moments où le patronat a le plus besoin de forces de travail nouvelles. En effet, si les travailleurs immigrés sont dans une situation précaire et n'ont pas les mêmes droits que leurs collègues il est quasi obligatoire qu'ils se contentent de conditions et de rémunérations de travail inférieures et pèsent ainsi sur le niveau de vie général. Peut-on réagir contre cela en demandant une restriction de l'immigration ? La réponse est claire. Outre que cette solution s'opposerait à la libre circulation des personnes elle est parfaitement utopique. Ce ne sont pas des règlements édictés par un Etat qui lui est en fait dévoué qui empêcheraient la classe dominante de recourir à l'importation de main-d'œuvre, au besoin clandestinement si cela lui paraît nécessaire. La seule attitude correcte pour la classe ouvrière française est de lutter contre toutes les dis-

criminations dont les immigrés sont victimes dans l'emploi, la formation professionnelle, le logement, l'éducation, de façon à ce que ceux-ci se sentent solidaires des Français et partie intégrante du même combat de classe. C'est seulement si le patronat français sait qu'il ne tirera pas plus de profit des étrangers que des Français qu'il renoncera à sa politique de négrier.

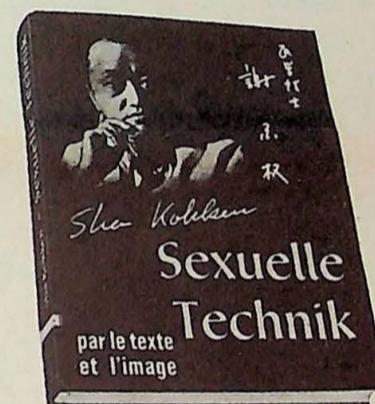
Le racisme, ne l'oublions pas non plus, est aussi une arme policière. C'est dans le quadrillage de la main-d'œuvre immigrée que la police se fait la main, c'est en apprenant à ses policiers, pour la plupart d'origine modeste, qu'il faut mépriser les étrangers, qu'elle leur inculque le mépris, voire la haine pour tous ceux qui ne se plient pas à un ordre rétrograde. Croit-on que beaucoup de policiers seraient disposés à frapper si brutalement à la moindre occasion, s'ils n'avaient pas été habitués à traiter les étrangers comme des sous-hommes dans la plus grande des impunités. Quand un scandale comme celui du traitement infligé à Alain Jaubert, journaliste du « Nouvel Observateur » éclate, il y a à l'arrière-plan des centaines d'interventions contre des Algériens, des Antillais, etc.

Ce n'est donc ni par pitié, ni par charité que le racisme doit être combattu, mais en fonction d'un jugement politique lucide. Le racisme est le foyer nourricier où s'alimentent tous les préjugés contre ceux qui ne se conforment pas à la force des habitudes, il est un terrain où fleurissent les idéologies les plus réactionnaires, il est une arme pour diviser les travailleurs et rétrécir leur horizon à ce qui se passe immédiatement autour d'eux. C'est pourquoi il est capital pour les prochains combats de classe que l'unité de tous les travailleurs se réalise sur la base d'un refus sans équivoque du racisme. C'est pourquoi il est capital que le mouvement révolutionnaire ne tolère pas que l'antisémitisme, qui malheureusement existe toujours à l'état latent, soit remplacé sur le devant de la scène par un racisme anti-arabe et plus particulièrement anti-algérien. Les travailleurs algériens doivent nous être plus proches, malgré les différences culturelles, que la bourgeoisie française. Si nous parlons la même langue qu'elle, nous n'avons pas à avoir le même langage.

Le 1^{er} juin le P.S.U. commence dans la région de Nanterre une campagne de meetings en accord avec l'Amicale des travailleurs algériens en Europe. □

Dernière heure

Le 28 mai dernier de graves incidents se sont produits sur le campus universitaire de St-Martin-d'Hères. Une vingtaine d'étudiants fascistes, sud-vietnamiens et français armés jusqu'aux dents (sabres, marteaux, haches, barres de fer, armes à feu, etc.) ont attaqué les étudiants du lieu. Ils ont blessé sept personnes dont deux par balles. Deux camarades du P.S.U. sont atteints très sérieusement. On peut se poser beaucoup de questions sur cette agression et sur les complicités dont elle a bénéficié. On peut se poser également des questions sur l'attitude du préfet qui interdit les manifestations antifascistes jusqu'au 7 juin.



Ce livre nous vient du Japon. Il est écrit par un des plus grands médecins de ce pays, le Dr SHA KOKKEN. Pour aider les nombreux couples qui ignorent comment réussir une entente heureuse de leurs corps, alors que leurs cœurs battent à l'unisson.

Ces couples trouvent dans « SEXUELLE TECHNIK » une documentation très sérieuse, très claire et compréhensible sur les méthodes à employer et l'indispensable hygiène. Les nombreuses illustrations instruisent le lecteur aussi clairement que possible sans le choquer jamais. Des précisions, oui. De la vulgarité, jamais.

Il faut lire ce livre remarquable qui allie à une extrême délicatesse de sentiment, une connaissance profonde du cœur et du corps humains.

« Sexuelle Technik » n'est pas un ouvrage érotique. C'est une œuvre dont l'auteur connaît l'importance de l'amour dans la vie des hommes.

« Les rapports conjugaux ne sont plus exclusivement un acte de procréation, mais un constant et attrayant dialogue amoureux entre les époux. Les nouvelles conceptions sexuelles dans le mariage exigent aussi la connaissance et la pratique d'une hygiène précises afin de déclencher les joies érotiques. »

Ces lignes sont extraites de l'avant-propos du Docteur SHA KOKKEN.

Traduit dans presque toutes les langues, ce livre voit son tirage dépasser 2 500 000 exemplaires. Il est envoyé franco par les EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, PARIS-17^e, C.C.P. Paris 67-47-57. Prix : 55 F en chèque bancaire ou C.C.P.

Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception.

Veillez m'envoyer « SEXUELLE TECHNIK » (T.S.)
 M.
 Adresse
 Mode de paiement

Sur le front des luttes

Le mois de mai qui s'achève restera dominé par la bataille des O.S. de chez Renault qui a mis en avant et popularisé des revendications nouvelles.

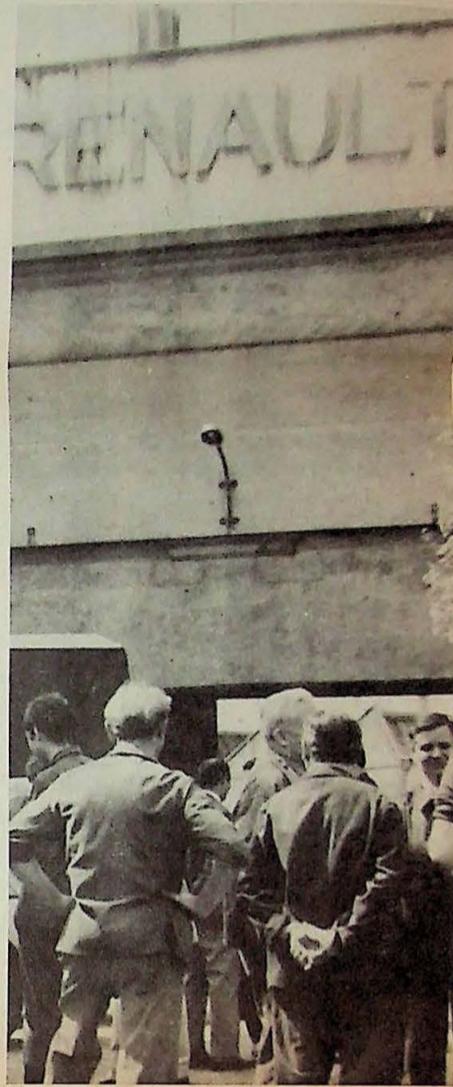
Le conflit Renault se trouve répété des dizaines de fois à travers le pays. De nombreuses entreprises ont été, ou sont encore, en grève depuis quelques semaines. Les travailleurs font la démonstration de l'unanimité des revendications actuelles de la classe ouvrière.

Partout on se bat avant tout pour l'amélioration des conditions de travail, c'est-à-dire qu'on dénonce le système capitaliste de la production. Les revendications de salaires ne viennent qu'après. Sauf peut-être dans les petites et moyennes entreprises où les travailleurs sont très peu payés (3,90 francs de l'heure à Saint-Jean-de-Luz), mais où, par conséquent, les conditions de travail sont pires qu'ailleurs.

Dans ce climat social fort agité, les travailleurs prennent de plus en plus, et de mieux en mieux, conscience de leur exploitation. Ils s'engagent sans hésitation dans une lutte qui n'en demeure pas moins dispersée. Le problème actuel est bien de transformer toutes ces luttes en un grand mouvement efficace.

Et les organisations syndicales ne paraissent pas disposées à jouer ce jeu. Il est pourtant clair que le succès de la journée d'action du 27 mai est dû, pour sa plus large part, au mécontentement des travailleurs et aux conflits actuellement ouverts. Pourquoi ne pas avoir profité de l'occasion pour lancer une action globale de grande envergure ? Ne pas l'avoir fait conduit à courir un double risque : ou bien la mobilisation ouvrière va aller en s'amenuisant et ce sera dommage pour les travailleurs, ou bien ceux-ci passeront à l'offensive sans leurs organisations et ce sera dommage pour le syndicalisme.

Mais tout peut encore être joué d'une manière satisfaisante et efficace pour tout le monde.



PONTCHATEAU

Les 500 travailleurs de l'usine Sambron ont arrêté le travail début avril, la direction refusait de reconduire l'accord de participation aux bénéficiaires.

Après les premiers jours de grève, le lock-out a été imposé aux travailleurs. Lorsqu'il a été levé (le 18 mai) les travailleurs ont occupé l'usine et continué leur grève.

BERLIET

Depuis plus d'un mois débrayages et arrêts de travail se succèdent chez Berliet. Par ces divers mouvements les travailleurs ont pratiquement paralysé la production. Les stocks sont pratiquement épuisés. On retrouve les mêmes revendications que chez Renault.

DANONE

Grève de 48 heures dans les dépôts Gervais-Danone du Sud-Est. Les travailleurs demandent la réduction du temps de travail et l'élargissement des droits syndicaux.

KODAK

Parti de Vincennes le mouvement commence à s'étendre à toutes les usines et tous les centres de la firme. Les travailleurs se mettent en grève pour obtenir des garanties et des mesures de reclassement.

BORDEAUX

Les 550 travailleurs de la verrerie Domec sont en chômage technique. 107 ouvriers débrayaient depuis plusieurs jours, paralysant la production, pour une augmentation de 50 centimes de leur salaire horaire.

BESANÇON

Après 21 jours de grève le travail a repris aux établissements Bourgeois. Les 500 travailleurs ont obtenu une réduction d'horaires et des augmentations de salaire.

ISERE

Les travailleurs de la S.A.T.M.A. (filiale de Pechiney) à Goncelin se sont mis en grève en occupant l'usine. Ils entendent s'opposer ainsi aux 20 licenciements décidés par la direction.

SAINT-JEAN-DE-LUZ

1.200 ouvriers des conserveries de poisson sont en grève. Ils demandent que leurs salaires ne soient pas inférieurs à 800 francs. Actuellement ils sont payés sur la base de 3,90 francs de l'heure.

LORRAINE

Grève de 24 heures dans les mines de fer. Les travailleurs demandent l'indemnisation totale du chômage technique et la mensualisation.

BAS-RHIN

Les 700 travailleurs de l'usine des soupapes Jeudy viennent d'obtenir une nouvelle grille de salaires qui diminue sensiblement les écarts. Pour cela ils ont dû mener une grève de plus de 8 jours.

HERAULT

Pour avoir conduit le jour de Pâques des viticulteurs à la frontière espagnole, plusieurs chauffeurs de bus se sont vu retirer leur permis de conduire. Les chauffeurs de la plupart des compagnies du Midi se sont mis en grève le 24 mai. Ils entendent que leurs camarades retrouvent leur droit de travailler.

ISSOUDUN

Grève chez les 70 travailleurs de la S.O.C.A.L.T.R.A. (fabrication de tubes). La revendication mise en avant : amélioration de l'hygiène des ateliers.

BANQUES

L'agitation persiste depuis plusieurs semaines dans les banques. Manifestations et débrayages se déroulent pour l'obtention de meilleures conditions de travail.

Tribunes libres pour le VII^e Congrès

Politiser les masses

Jean-Claude Dubois
(Paray-le-Monial)

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires. Le numéro double	2 F
N° 20-21	Le capitalisme contemporain. Le numéro double	2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9	- Histoire du P.S.U.	
N° 13	- Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 16	- Les travailleurs immigrés.	
N° 17	- Les fondements de l'exploitation capitaliste.	
Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

— Fascisme et dictature, N. POULANTZAS	23,70 F
— Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER	18,10 F
— Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL	18,10 F
— Marx et Engels, D. RIAZANOV	15,00 F
— La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR	9,00 F
— La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN	8,70 F
— L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE	15,00 F
Prix réel :	107,60 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)
C.C.P. 58.26.65 - Paris
Paiement à la commande

Le militant relativement isolé de province perçoit actuellement deux débats au sein du P.S.U.

Le premier débat concerne les questions théoriques et stratégiques : programme de transition, structures du parti, etc. Ces questions sont très importantes et nous espérons que le Congrès apportera les clarifications nécessaires.

Le deuxième débat commence à apparaître, c'est celui de la politisation des masses. Tous ceux qui vivent en dehors de l'étuve révolutionnaire des grandes villes et qui sont par la force des choses en contact avec la population savent que ce problème est aussi important que celui de la ligne politique.

En effet, à lire les journaux révolutionnaires et « T.S. » en particulier, on pourrait presque croire que tous les travailleurs ont une formation politique solide, une conscience de classe affirmée et que les seuls problèmes qui restent sont ceux de l'orientation des luttes et de leurs débouchés politiques, de la stratégie de la prise de pouvoir.

Nous savons bien qu'il n'en est rien et que la situation actuelle est la suivante : une poignée de militants révolutionnaires, politisés, enthousiastes, essaient par tous les moyens (mais ceux-ci se limitent le plus souvent aux affiches et aux tracts) de pousser les travailleurs à la lutte contre le capitalisme et de leur fournir des explications politiques ; ou alors ces militants lors d'une lutte, essaient de lui donner sa dimension politique et d'élever à cette occasion le niveau de conscience politique des travailleurs qui participent et c'est là, bien sûr, que l'action est la plus valable. Mais dans tous les cas, il s'agit d'une minorité infime de militants politiques, qui essaient d'entraîner la masse.

Ce procédé a sa valeur et on ne voit pas comment on pourrait d'emblée s'en passer, mais il présente aussi des dangers : certains étudiants « installés » dans les boîtes, apportant leurs grandes connaissances théoriques et leur ardeur militante plus ou moins responsable aux travailleurs en sont un exemple ; c'est avec un tel système que les révolutionnaires professionnels sont devenus des apparatchiks.

Pour corriger ce que ce schéma militants-masse a d'aristocratique il n'est pas question de sombrer dans le spontanéisme en disant : « plus de militants, c'est aux masses elles-mêmes à se déterminer » mais il s'agit de permettre à chaque travailleur sinon de devenir un militant, du moins d'acquiescer une conscience politique. Il faut dépasser le schéma militants-masse en faisant de la masse une masse consciente. Les militants ne doivent pas seulement apporter aux travailleurs les solutions du parti mais aussi leur fournir les instruments qui leur permettront de proposer leurs propres solutions.

« Vers le mouvement politique de masse » par la politisation des masses :

On constate, au P.S.U. comme ailleurs, qu'on parle souvent du niveau de conscience politique qu'il faut élever, mais jamais on a étudié scientifiquement le problème suivant : comment l'élever ? On a l'impression que cela est laissé à la persuasion des militants ou aux occasions que donnent les

grèves, à moins que la conscience politique ne soit innée ! ou que seuls les gens très instruits puissent l'acquiescer ?

Le P.S.U. commence maintenant et il faut espérer que le prochain congrès le confirmera, à avoir une stratégie révolutionnaire sérieuse et donc pas trop déclamatoire ni trop « méthode Coué », il a donc toutes ses chances pour se retrouver dans 20 ans comme est le P.C. aujourd'hui, c'est-à-dire un grand parti, formant une micro-société où les militants se sentent à l'aise, une grande force tranquille quoi !

Si nous voulons éviter ce sort, il faut faire ce que le P.C. n'a pu faire pour des raisons de fidélité à la doctrine. Sans renier notre rôle de parti prétendant à la direction politique des luttes il nous faut impulser le mouvement politique de masse par la politisation des masses.

Comment politiser les masses ?

C'est au parti d'étudier ce problème. Tout ce qu'on peut faire à l'heure actuelle c'est se persuader qu'il faut sortir de l'artisanat à la petite semaine et indiquer quelques directions de recherche :

— suivre de près l'expérience de l'O.J.T.R. qui a justement pour but de faire passer les jeunes travailleurs du stade de la révolte individuelle inconsciente à celui de la révolution socialiste ;

— étudier pourquoi les membres du P.S.U. sont devenus des militants et en tirer les conclusions. Il doit bien exister au P.S.U. des sociologues qui pourraient se charger de déterminer quelles sont les raisons sociales, familiales, psychologiques, etc., qui font que certains travailleurs sont devenus des militants politiques plutôt que d'autres. On pourrait voir ainsi quels sont les ressorts qui favorisent la prise de conscience politique.

— rechercher quels sont les facteurs qui empêchent les travailleurs d'acquiescer une conscience politique (temps de travail, idéologie dominante et éducation, raisons historiques, stérilisation des énergies due à l'application du schéma militants-masse par le P.C.F., etc.).

Une fois ces recherches effectuées, on aura une idée plus précise sur le processus de la prise de conscience politique et nous pourrions alors, sans pour autant laisser tomber l'action traditionnelle de parti, savoir de quelle façon le P.S.U. peut s'y prendre pour favoriser l'écllosion d'une conscience politique chez le maximum de travailleurs et ceci même en période « froide ».

Il s'agit en somme de compléter les procédés traditionnels de politisation (qui consistent le plus souvent à s'en remettre à la politisation spontanée résultant des luttes) par une méthode basée sur une étude scientifique du processus de politisation.

Ce sera alors au parti de déterminer sur quels terrains prioritaires doivent porter les actions (par exemple terrain de la lutte contre l'idéologie dominante : la politique est réservée aux notables, la politique c'est les élections, ou terrain de l'éducation : cours « sauvages » de formation politique, etc.) et quelles formes seront les plus efficaces. Il est alors probable que la répression qui s'abattra sur ces actions nous indiquera que nous sommes sur la bonne voie. □

Les vrais problèmes

Pascal Dorival, 6^e section, (Paris) ; Ronan Le Berre, 14^e section (Paris) ; François Peronnet, section Montrouge (92)

Ce texte n'a pas la prétention d'être exhaustif. Il veut seulement fixer les problèmes du moment que le VII^e Congrès doit résoudre, faute de quoi le P.S.U. risquerait de ne pas jouer le rôle qui lui revient dans la lutte de classe. Toute tentative pour éviter le débat ne serait que la perpétuation des mœurs social-démocrates du parti et une attitude contre-révolutionnaire, étant donné l'urgence des échéances politiques.

1) La situation politique :

Il ne s'agit nullement ici de faire une analyse de la conjoncture générale ; d'autres textes, certainement, s'en chargeront. Mais, il s'agit d'examiner les perspectives politiques qui s'offrent au mouvement ouvrier, afin d'analyser concrètement les tâches du courant révolutionnaire. La situation se caractérise par sa dualité :

— La montée de la combativité : depuis Mai 68, la combativité de la classe ouvrière ne cesse de s'affirmer. Elle s'exprime par l'importance « quantitative » des grèves. Mais, elle s'exprime, avant tout, dans des nouvelles formes de luttes (occupation, séquestration, réduction des cadences, etc.) et dans des objectifs nouveaux (salaire et conditions de travail, lutte contre la hiérarchie, etc.), en rupture nette, tant avec la légalité bourgeoise qu'avec la stratégie traditionnelle des syndicats. Le long conflit Renault, venant après Ferrodo, Batignolles et bien d'autres, est peut-être celui qui illustre le mieux cette constatation. Mais la crise de la société est généralisée. Face à l'offensive monopoliste, des couches nouvelles de la population entrent dans l'action : paysans, petits commerçants, employés, fonctionnaires, femmes, jeunes, etc. Très concrètement se pose la question des alliances de la classe ouvrière (ce que tente d'exprimer le concept de mouvement politique de masse) : comment orienter la lutte des couches moyennes et des couches en voie de prolétarianisation vers une stratégie anticapitaliste. C'est donc le problème des objectifs de luttes permettant de sceller l'alliance du prolétariat et des couches moyennes et petite-bourgeoises (le programme d'action). Et ce mouvement, tant chez les travailleurs que chez leurs alliés, cherche une expression organisationnelle. L'exemple du Secours rouge est significatif. Le S.R. joue le rôle de substitut d'organisations manquantes : lieu de confrontation du courant révolutionnaire, substitut de l'avant-garde dans certaines entreprises, substitut de l'organisation de masse anticapitaliste pour

une partie du mouvement enseignant, lycéen et étudiant, etc. C'est dire combien cette combativité croissante a besoin de perspectives de luttes et d'organisation.

— La tentative de constitution d'un front populaire : les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier n'offrent comme perspectives qu'une stratégie électorale. En 1973, ce seront les élections législatives. La politique de négociations et de concertation triomphe. Le P.C.F., comprenant combien la vieille social-démocratie est chancelante et peu crédible aux yeux des masses, modifie sa tactique : ce ne sont plus les partis politiques (P.S. ou radicaux) qu'il met en avant, mais bien les syndicats. Les rôles sont inversés : le P.C.F., en apparence, devient le relai de la C.G.T. C'est que les syndicats permettent de donner une crédibilité autrement efficace à un front populaire que l'accord des partis. Aussi bien, l'attitude ambiguë de la C.F.D.T., les campagnes communes C.G.T.-C.F.D.T., l'accord P.S.-P.C.F., la prochaine fusion C.I.R.-P.S. traduisent la volonté d'engager à nouveau le mouvement ouvrier sur une voie de garage : le front syndical commun (comme ce fut le cas en 1936, 1956 ou 1965-1967). Les grèves récentes manifestent de façon éclatante que la fraction la plus combative des travailleurs refuse une telle perspective.

C'est cette situation qui doit être prise en compte et analysée au congrès : montée du mouvement révolutionnaire (manifestation du 1^{er} mai, campagne hystérique anti-gauchiste du P.C.F.) et nouvelle trahison du mouvement ouvrier. Elle doit se traduire par des positions fermes.

2) Ce que devrait être le VII^e congrès

La dualité de la situation politique implique de trancher sur quatre problèmes autour desquels elle se cristallise : rapports partis-syndicat, intervention dans les structures légales, P.C.F. et courant révolutionnaire et structures du parti. Mais, la façon dont a été préparé le congrès ne permet pas de dire si ce sont les vrais problèmes qui seront débattus.

— Les rapports parti-syndicat : qu'on cesse une fois pour toutes d'élucubrer sur ce que ne font pas les syndicats pour examiner quelle est leur fonction. C'est de défendre la valeur de la force de travail et de la vendre au meilleur prix. Cela étant admis, la nécessité d'une avant-garde apparaît nettement : par sa nature même, le

syndicalisme ne peut pas poser le problème du pouvoir d'Etat ou ne le fait qu'en termes réformistes. Alors, par pitié, pas de faux débat : la « gauche révolutionnaire » peut défendre une ligne anti-syndicale et les trotskystes une ligne du syndicat à tout prix. Le problème n'est pas là. L'organisation de masse permet d'ouvrir les masses à une conscience anticapitaliste, c'est l'avant-garde qui peut offrir une débouché politique à cette conscience. Et ne mythifions pas sur les syndicats « rouges », les comités de lutte ou d'action révolutionnaires. Le syndicat est un instrument important de la lutte contre le capital. Subjectivement, il a un rôle essentiel pour les travailleurs. Utilisons-le sans nous faire la moindre illusion sur sa capacité révolutionnaire, en luttant pied à pied contre l'idéologie bourgeoise qu'il diffuse (participation, concertation, défense de la hiérarchie, etc.), et en imposant la démocratie de masse pour casser au maximum la bureaucratie. Ne confondons pas le syndicat avec les structures de masse que peut se donner la classe en période de poussée révolutionnaire, où, comme l'a montré Radio-Luxembourg (« Grèves de masse, parti et syndicat »), l'opposition lutte économique-lutte politique s'estompe (les comités d'action de Mai 68). En conséquence, la priorité n'est pas à donner à la lutte syndicale (quelles que soient les réactions du courant « syndicaliste » dans le parti), mais à la constitution de noyaux révolutionnaires profondément liés aux masses dans les entreprises. A cet égard, il est absolument nécessaire de réaliser un véritable journal ouvrier. Sur tous ces points, le texte présenté par les Chèques Postaux à l'A.O.P. de Paris doit être pris en considération et constituer la base de la position du P.S.U.

— Les structures légales : l'utilisation des structures légales (parlement, municipalités, etc.) est soumise à une double exigence : d'une part, qu'elle permette d'accroître un certain nombre de contradictions capitalistes ; d'autre part, qu'elle permette de renforcer le mouvement révolutionnaire et ne soit pas un frein. Une élection peut concrétiser le rapport de forces et renforcer le mouvement. Rien de plus. Mais il faut examiner la tactique cas par cas face aux diverses structures, afin d'éviter aussi bien le gauchisme que l'opportunisme droitier. On doit refuser toute participation à la gestion de l'université, de l'école ou des caisses de Sécurité Sociale. Mais on ne peut négliger le rôle mince des municipalités ou des élections. Il faut donc examiner cas par cas comment exploiter les contradictions de l'adversaire de classe, en se garantissant par des bases politiques claires contre les risques d'intégration.

— Rapports avec le P.C.F. et le courant révolutionnaire : le P.S.U. doit affirmer qu'il refuse de se reconnaître dans une quelconque stratégie électorale (même si certains éléments syndicalistes y poussent) mais qu'il est partie intégrante du mouvement révolutionnaire. Et que l'on cesse la valse-hésitation que le conseil de Rouen avait traduit dans la ligne de front unique. L'implantation actuelle du parti dans les masses ne permet ni d'opérer comme une « division indépendante », ni de conserver entière « notre liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier » (positions définies par l'Internationale Communiste). L'objectif n'est donc pas « un accord » avec le P.C.F., dont le parti, à Orsay, a pu dire à juste titre qu'il s'intégrait de façon irréversible à la société bourgeoise. Il s'agit donc de construire chez les travailleurs et leurs alliés le parti révolutionnaire, d'animer et de diriger les luttes et les organisations de masse. Il faut, bien entendu, se garder de toute pratique gauchiste à l'égard du P.C.F. en le réduisant à la social-démocratie traditionnelle et en ayant une pratique incantatoire (du type de celle du courant maoïste), ou de toute pratique suiviste de type trotskyste. Si le P.C.F. est contre-révolutionnaire, il garde la confiance d'une grande partie des travailleurs. La destruction de l'influence révisionniste et le dépassement de cette contradiction passent par la capacité du P.S.U. à animer les luttes de masse et à mener la polémique politique, ce qui suppose avant toute chose qu'il change sa pratique.

La discussion sur ces questions (syndicat, P.C.F., lutte légale) risque d'être gravement obérée par les questions tactiques. Il risque de ne pas y avoir là-dessus de véritable débat politique, mais une volonté pour chaque courant ou pseudo-courant, de se compter. Ce qui implique, à notre avis, que seule la façon dont sera résolue la question des structures du P.S.U. permettra de juger, de manière significative, du sens de l'évolution du parti.

— Les structures : le mouvement révolutionnaire qui s'affirme ne se reconnaît dans aucune des organisations actuelles (les groupuscules ne sont que l'expression des réactions de la petite-bourgeoisie intellectuelle radicalisée face à l'absence d'une avant-garde politique). La modification des structures du parti peut permettre de faire face à cette carence. Elle dépasse largement la réorganisation administrative nécessaire du parti. Elle signifie que l'on fonde le parti sur les fronts de luttes et que l'on donne la possibilité à la combativité des travailleurs de se traduire politiquement. Un progrès important a été effectué depuis le congrès de Dijon par la constitution

des secteurs de luttes et les A.O.P. Mais on ne fait pas un parti par une politique de secteurs, politique qui peut couvrir d'une « caution prolétarienne » les pires déviations opportunistes et social-démocrates. Il s'agit de prolétarianiser le parti. Cela ne consiste pas seulement à développer les groupes ouvriers et paysans. Cela consiste en ce que ces groupes soient partie prenante de la direction politique du parti. Ce n'est pas le gadget des 50 % de travailleurs à la D.P.N. qui permettra une avancée réelle. En fait, cela suppose deux choses : d'une part, la mise en place de STRUCTURES REGIONALES, seul cadre de coordination réelle des luttes (secteurs et branches) et seul niveau où, dans l'état actuel du parti, les forces sont suffisantes pour le prolétarianiser ; d'autre part, une active politique de FORMATION par la constitution d'écoles de base unifiées nationalement (là encore le niveau régional s'impose). Il va de soi que cette prolétarianisation doit se traduire dans les instances dirigeantes. C'est ainsi que le parti pourra répondre à sa tâche de l'heure : changer sa pratique afin d'offrir les perspectives d'organisations dont les masses ont besoin. Le courant révolutionnaire qui émerge dans les entreprises cherche à s'organiser. Comme il a pu se reconnaître en partie en Mai 68 dans le P.S.U., il peut, bien plus encore aujourd'hui, se reconnaître en lui. Et le débat sur les structures implique la réponse à ce besoin. Mais le parti peut faire aussi un autre choix : continuer à n'être qu'un super-groupuscule dont les effectifs fluctueront au gré des mouvements de masse, sans impact réel dans la lutte de classes, et rapidement contraint à une politique de soutien critique à l'égard de la politique de front syndical commun (rappelons-nous l'éditorial inquiétant de Serge Mallet dans T.S. n° 475 du 3 décembre 1970. « Un accord dont il faut remplir les blancs »). La question des structures, dans la mesure où elle pose fondamentalement la question du changement de la base sociale du parti et de la constitution du parti sur les fronts de luttes, est le débat central du Congrès. Les autres problèmes ne permettront pas de dégager une ligne politique et une majorité claires. Quels que soient les clivages, les accords de façade qui apparaîtront ou les diverses majorités qui se feront sur les différentes questions, la vraie ligne de coupure entre les deux choix stratégiques qui s'offrent au parti se fera sur la question des structures.

Le choix est simple : continuerons-nous sur nos mœurs social-démocrates ou commencerons-nous à avoir une pratique révolutionnaire ? Que la deuxième solution l'emporte n'est pas un souhait, mais une NECESSITE HISTORIQUE. □

Bulletin d'information de la Révolution Palestinienne

Le 3^e numéro sera en vente à la librairie de « T.S. » à partir du 10 juin.

Prix du numéro : 1 F - Par 10 numéros : 0,50 F

Abonnement : annuel : 15 F, de soutien : 50 F

25, rue de la Reynie, Paris (1^{er}) - Tél. 508-53-97 - C.C.P. F. Della Sudda 12963-32 Paris.

Pour la progression et l'unité du Parti

Michel Fontès, André Barjonet, Henri Leclerc, Gustave Massiah

Depuis le congrès de Dijon en mars 1969 le parti s'est engagé dans une entreprise difficile : renouveler son organisation et ses modes d'intervention afin de développer les acquis de mai-juin 1968. Les difficultés n'ont pas manqué tout au cours des mois qui ont suivi, mais le parti a eu une activité intense comme jamais. Si l'on considère ce laps de temps relativement limité (un peu plus de deux ans), on constate que le parti a participé aux élections présidentielles, qu'il a mené des campagnes sur l'armée, la répression, les transports et le cadre de vie, qu'il a fait du contrôle ouvrier un thème populaire, qu'il a mené des négociations délicates suivies de rupture avec le P.C.F., qu'il s'est donné un secteur entreprises malgré les réactions défavorables de certains syndicalistes, qu'il a développé son influence chez les paysans, qu'il a dû livrer la bataille délicate des municipales et qu'il a permis la naissance de l'organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires. Certes, si l'on fait un bilan détaillé, il apparaît des défaillances sérieuses (le secteur universitaire et étudiant en particulier). On peut dire également que l'animation de la vie intérieure du parti a été largement insuffisante. Mais, à la veille d'un nouveau congrès, la première question que l'on doit se poser est de savoir si les choix politiques qui ont été faits, étaient justes. Le conseil national de novembre 1969 a-t-il eu raison d'indiquer qu'une des prin-

cipales tâches de l'heure était la construction du parti révolutionnaire ? La réponse est claire. Si le parti était resté dans l'équivoque précédente, si on avait pu continuer à voir en lui une organisation mêlant l'esprit de la contestation étudiante et l'opportunisme social-démocrate, il n'aurait pu faire face à de durs affrontements avec le P.C.F. et n'aurait pas réussi à désamorcer les manœuvres des groupes révolutionnaires tendant à le discréditer. De même les positions adoptées au conseil national de Rouen sur le front unique avec le P.C.F. et sur les conditions d'une fusion éventuelle avec les groupes révolutionnaires étaient parfaitement réalistes comme l'a montré la suite, même si tous les problèmes n'avaient pas été réglés par les textes.

Par ailleurs, peu-on affirmer sérieusement que le conseil national de janvier 1971 a été marqué seulement par le verbalisme et l'utopisme, au moment même où une grande partie des thèmes qu'il a adoptés sont repris par de nombreux travailleurs dans les luttes sociales actuelles ? Comment pourrait-on oublier que les A.O.P. ont profondément changé l'image qu'on se fait du parti ? En fait, il est dérisoire de présenter les choses comme si toute l'évolution du parti avait été négative depuis novembre 1969, alors que des présidentielles à l'élection des Yvelines, nous n'aurions connu que des triomphes. La vérité, les militants la connaissent

bien, c'est que les avancées sont souvent accompagnées de reculs et qu'il faut toujours se battre pour conserver les acquis. S'il est juste de dire que notre influence a reculé dans certains secteurs (associations familiales, milieux de la gauche dite nouvelle, etc.), il faut voir aussi qu'elle a considérablement augmenté dans d'autres secteurs (dans la classe ouvrière notamment). Dans ce domaine, apprécions les choses aussi soigneusement que le comité central d'avril du P.C.F. Nous n'avons naturellement pas à nous féliciter de ces pertes d'influence, mais la plus mauvaise réaction serait d'essayer de ménager les routines et les préjugés des divers secteurs que nous influençons en pratiquant une sorte d'équilibrisme politique. Dire par exemple qu'il ne faut pas trop se couper de la gauche social-démocrate, des groupes révolutionnaires et du P.C.F. ne représente pas une politique, mais une sorte d'écuménisme vague et sans portée. Le problème des alliances tactiques doit être vu non sous un angle abstrait, mais dans une perspective dynamique, c'est-à-dire en fonction des luttes sociales et du mouvement de masse. Pour regagner une zone d'influence, pour faire un bond en avant vers d'autres secteurs, il peut s'avérer nécessaire de fixer des priorités, de rechercher des accords tactiques nouveaux sur des thèmes précis que tous nos sympathisants ne sont peut-être pas préparés à comprendre d'emblée. Le difficile

travail d'explication politique fait partie du travail révolutionnaire.

Signalons également qu'il ne nous paraît pas juste de vouloir interdire au parti toute avancée théorique sous prétexte que certains termes suscitent des malentendus ou des réactions hostiles. Un exemple. Déjà au cours des débats du congrès de Dijon, le parti s'est heurté au problème de la dictature du prolétariat. Au conseil national de janvier 1971, il s'est approprié cet instrument d'analyse scientifique en l'enrichissant de toute une série de questions sur la liberté et la démocratie (voir également le texte préparatoire aux A.O.P. d'avril dernier adopté à l'unanimité par la D.P.N.). C'est pourquoi il est faux de présenter les choses comme si le parti avait voté la dictature du prolétariat par surprise et comme si d'affreux « gauchistes » essayaient d'en imposer l'emploi dans l'agitation quotidienne.

Quant aux problèmes de direction nous ne pensons pas qu'on puisse les réduire aux divisions internes du bureau national. Nous pouvons dire sans crainte d'être démentis que sur toutes les questions importantes, il s'est toujours trouvé dans le B.N. une large majorité. On ne peut donc ramener l'inefficacité relative du B.N. à son manque d'homogénéité, il est vrai, indéniable. Plus profondément les difficultés viennent du fait que le parti exige aujourd'hui de sa direction plus qu'il n'exigeait autrefois. Alors que dans une phase précédente l'ama-

teurisme pouvait ne pas constituer un obstacle, il est clair aujourd'hui que pour faire face au travail de masse, aux actions ponctuelles de dimension nationale, aux activités de représentation, à l'animation des publications diverses du parti, à la réorganisation régionale du parti, il n'est pas possible de s'en remettre à un effectif théorique de 13 ou 15 camarades, en réalité six ou sept surchargés et écrasés par le travail (ce ne sont pas toujours les mêmes suivant les périodes). Aussi le renouvellement au moins partiel, y compris sur le plan social, des organismes de direction est une nécessité impérative, de même que l'institution d'un secrétariat collectif épaulant le secrétaire national ou le premier secrétaire.

Il ne s'agit naturellement pas de concevoir ce renouvellement comme la montée de purs gestionnaires dans un appareil bien huilé. C'est la capacité d'initiative politique qui doit être déterminante dans ce domaine. Pour cela il est nécessaire que des expériences diverses puissent s'exprimer au niveau du congrès et que le parti tienne compte de cette diversité. Rien ne serait plus pernicieux que de poser aujourd'hui les problèmes en termes de règlement de compte ou d'affirmer qu'on résoudra les questions de direction par l'acclamation plébiscitaire. Dans les circonstances actuelles l'unité du parti dans la démocratie la plus large, est un bien précieux pour tous les militants. □

Contre l'idéologie de la lumpen-intelligentzia

Gilles Martinet

Les textes des A.O.P. insistent sur la nécessité d'élaborer une stratégie à partir du « mouvement réel des masses » et non « sur des schémas préfabriqués ». En fait deux orientations sinon deux stratégies apparaissent à travers la lecture de ces textes : celle de la région parisienne et de la région Provence d'une part, celle de la région Rhône-Alpes et de la majorité des assemblées provinciales de l'autre. On peut contester les analyses qui sont faites et les options qui sont prises. On ne peut nier la volonté de fonder l'action du parti sur l'étude des luttes sociales de ces derniers mois.

Lorsqu'on en vient cependant au but de la stratégie, c'est-à-dire à la transformation révolutionnaire de la société, à la construction du socialisme, les textes des A.O.P. présentent une particularité singulière : ils parlent de tout sauf de la réalité.

Tout se passe comme si la propriété privée des moyens de production n'avait pas été supprimée dans quatorze pays du monde englobant plus d'un milliard d'hommes ou comme si les diverses évolutions qu'ont connues ces pays n'étaient que le résultat de circonstances historiques fâcheuses. Partout le renversement du capitalisme a conduit non pas à la domination de la classe ouvrière mais à celle d'une couche bureaucratique qui décide souverainement de la répartition de la plus-value sociale. Il ne suffit pas d'affirmer que cela ne se passera pas chez nous : il faut montrer comment, à quelles conditions cela peut se passer au-

trement. Or ces conditions ne se déduisent pas de la seule analyse des luttes que nous vivons mais aussi et surtout de l'étude de l'énorme masse d'expériences accumulées.

Il est vrai que les textes des A.O.P. font référence à certaines hypothèses de travail de Marx et de Lénine. Mais c'est un marxisme étrange qui apparaît ici, un marxisme de seconde main qui « oublie » d'appliquer aux sociétés dites socialistes les concepts fondamentaux du marxisme. Dans l'année même où Pierre Naville a publié sa remarquable analyse du « salariat socialiste » (et des phénomènes « d'exploitation mutuelle » qui l'accompagnent), où Charles Bettelheim a mis en lumière les raisons de la survivance (puis du nouvel essor) des rapports marchands en U.R.S.S., où Albert Meister a tenté d'expliquer les échecs de l'autogestion en Yougoslavie et où tant d'autres travaux de grande importance sont diffusés à l'étranger, le P.S.U. semble rester complètement à l'écart de cet effort de recherche et d'élucidation. Les textes de la région parisienne présentent à ce propos la plus remarquable collection d'analyses rudimentaires, d'affirmations volontaristes, de vœux pieux et de schémas éculés, qu'on puisse imaginer.

Bien des raisons peuvent être avancées pour expliquer cette carence. La principale tient, à mes yeux, à ce terrorisme idéologique que le P.S.U. et un certain nombre d'autres organisations subissent de la part d'un groupe social dont personne n'ose parler ouvertement

bien qu'il joue un rôle important dans l'actuel mouvement révolutionnaire.

Ce groupe est né de la prolétarisation (et de la clochardisation) d'une partie de l'intelligentzia traditionnelle. Il est le fruit de la crise de l'université bourgeoise, c'est-à-dire d'un phénomène que l'on retrouve dans tous les pays industriels avancés. Le capitalisme a multiplié les « déclassés », étudiants sans diplôme comme diplômés sans emploi qualifié. Et de même qu'un lumpen-prolétariat s'est formé au sein du sous-prolétariat, de même une lumpen-intelligentzia s'est constituée au sein de cette nouvelle couche sociale. C'est chez elle que le capitalisme trouve aujourd'hui certains de ses adversaires les plus violents sinon les plus décidés. Aussi est-il impossible de ne pas les englober dans une stratégie socialiste.

Mais une chose est de tenir compte des potentialités de ces éléments marginaux, autre chose est de fermer les yeux sur les contradictions qui les agitent. Car ce n'est pas seulement le capitalisme qu'ils ont tendance à contester, c'est aussi le monde industriel, le monde du développement scientifique. La vérité est qu'ils sont désemparés devant les problèmes d'organisation, de gestion, de maîtrise des techniques. Ils font semblant de croire que tout deviendrait simple et « humain » si le prolétariat en s'emparant du pouvoir balayait ces cadres et ces techniciens qui sont l'objet de leur principale haine (et qu'ils confondent volontairement avec les technocra-

tes). Ce faisant, ils font le lit de la bureaucratie car je ne vois pas comment on pourrait construire un socialisme démocratique (et donc économiquement efficace) qui ne reposerait pas sur l'alliance prioritaire de la classe ouvrière et des couches techniciennes.

Peut-on dire que le gauchisme s'identifie entièrement à ce phénomène social ? Certainement pas. Il y a un gauchisme ouvrier, un gauchisme paysan, un gauchisme étudiant qui plongent leurs racines dans des milieux très différents. Il est cependant indiscutable que tous les courants gauchistes ont été touchés par cette idéologie (marxiste dans la forme mais populiste et rétrograde dans le fond) qu'avec le concours de quelques vieux « mohicans » du monde des lettres, une partie de la lumpen-intelligentzia est parvenue à sécréter. Bien entendu tout cela mérite débat. Mais pour qu'il soit clair, il faut l'entreprendre à partir des positions du marxisme et non sur la base d'un compromis entre le marxisme et les différentes théories spontanéistes, néo-rousseauistes, néolibertaires ou néo-évangéliques.

On me demandera quelles conclusions pratiques pour le congrès je tire de cette réflexion. Je n'ai aucun mal à les formuler :

1) Je suis favorable à une restructuration du parti qui lui permette d'acquiescer une base réellement populaire à la condition qu'on ne camoufle pas sous le vocable « ouvrier et paysan » des étudiants prolongés, des sociologues marginaux et des cadres honteux de leur situation de cadres. □

2) Je crois qu'il faut soulever le problème d'une nécessaire transformation des syndicats à la condition que l'objectif de cette transformation soit le renforcement et non l'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé. La manière dont procèdent les métallurgistes italiens pour démocratiser les structures et réaliser l'unité de leurs syndicats doit être citée en exemple.

3) Je suis pour une critique vigoureuse de la conception traditionnelle de l'union de la gauche à la condition que cette critique débouche sur la perspective d'un large front des forces socialistes qui ne soit pas limité aux organisations de la nouvelle extrême-gauche ou aux seuls partis politiques.

4) Je suis contre le compartimentage artificiel qu'on tente d'établir entre les différentes formes de lutte (batailles sociales, campagnes politiques, élections, etc.). La stratégie socialiste implique nécessairement l'articulation et la coordination de ces luttes.

5) Je suis pour l'ouverture d'un véritable débat sur le contenu de la société de transition vers le socialisme à la condition que l'on parte de l'analyse des expériences faites et que l'on aboutisse à la formulation d'une série d'objectifs concrets compréhensibles par tous les travailleurs. □

6) Enfin je suis favorable à la constitution d'un bureau national homogène à la condition que l'on dise clairement sur quelle ligne il doit l'être et qu'avant de soulever les problèmes d'hommes on pose les problèmes politiques. □

Tribune libre de la section de Saint-Gratien

Nous, militants de la section de Saint-Gratien du P.S.U., sommes inquiets au sujet de l'évolution actuelle du parti et nous ne devons pas être les seuls. La résolution de la commission nationale Entreprise le reconnaît : « certains de nos camarades ont été choqués par la méthode de préparation du conseil national ». La raison donnée est surprenante : « Ceci est dû à un manque de temps en partie ». Et pourtant « il s'agit dans les faits d'un changement fondamental dans les méthodes de travail d'un parti politique ».

Nous croyons nécessaire de préciser les causes de notre malaise en osant espérer qu'elles seront portées à la connaissance des membres du parti. Résumons-les dès le départ : 1° Nous trouvons que la démocratie dans le parti n'a guère été respectée au moment de l'apparition de l'idée des assemblées ouvrières et paysannes et n'est pas respectée à l'heure actuelle où il s'agit de préciser leurs conditions de fonctionnement et les limites de leurs attributions.

2° Nous craignons que les pouvoirs octroyés à des assemblées irresponsables ne soient l'occasion de manipulations de la part de certains militants dynamiques ;

3° Précisément il nous semble qu'on cherche à nous entraîner dans des voies dangereuses et qu'en particulier on utilise les A.O.P. pour obtenir une modification des statuts que nous n'approuvons pas.

1° Entorses à la démocratie

L'idée des A.O.P. a surgi au moment du conseil national de juin dernier sans aucune discussion préalable dans les sections. On nous a soumis de nombreux textes. Pas un ne fait allusion aux A.O.P. Que faisaient donc pendant ce temps les inventeurs de la nouvelle recette ? Modestes ou prudents, ils se taisaient !

Depuis le silence continue, faute de temps sans doute ? A ce jour, aucune critique n'a été publiée par Tribune... sauf si elle vient de camarades qui trouvent qu'on ne va pas assez loin. Méthodes qui rappellent fâcheusement la conception de la démocratie qui a cours au P.C. Petit à petit, par petites touches, on nous apprend comment sont convoquées les A.O.P., comment elles délibéreront, quelles seront les limites de leurs attributions. Il est inadmissible que la mise au point de cette nouvelle méthode de travail soit faite en « haut lieu » alors qu'il devrait s'agir d'un travail collectif avec participation de tous les militants.

2° Possibilités de manipulations

Disons tout de suite que nous approuvons entièrement tous moyens de connaître le jugement des travailleurs sur notre doctrine. Donc pas d'objection à la tenue d'A.O.P. où seraient présentés nos projets soumis alors à une libre critique. Ce serait tout bénéfique pour l'approfondissement de notre doctrine et pour en atténuer le caractère parfois peut-être trop schématique.

Mais ce que nous refusons, c'est que ces A.O.P. aient un pouvoir quelconque de décision, qu'y soit créée une politique que les militants n'auraient plus qu'à entériner.

Nos inquiétudes sont-elles vaines ? On pourrait un moment le croire. « Ce sont les assemblées régionales... qui font une série de propositions... mais ce sont les instances normales du Parti qui trancheront ». Malheureusement on lit dans la même déclaration publiée dans T.S. : « il serait grave de déformer les textes proposés par les A.O.P. de leur inspiration initiale... (les adhérents du P.S.U.)... ne doivent pas dénaturer les textes par des amendements en changeant complètement l'orientation initiale,

sans expliquer très clairement et très complètement pourquoi. »

Le parti deviendrait alors le Sénat dont la Chambre des députés serait constituée par les A.O.P. A elles les prérogatives législatives, à nous un contrôle de plus en plus difficile. Car nous, les militants, aurons vite mauvaise conscience de repousser ce qui, nous fera-t-on valoir, aura été demandé par les ouvriers. En passant signalons combien est exagérée la remarque qu'on a pu lire dans T.S. « La classe ouvrière va être à même d'élaborer directement sa stratégie politique ». Soyons sérieux. Hélas le P.S.U. est loin d'influencer une fraction notable de la classe ouvrière. Combien plus grand, le nombre des ouvriers influencés par le P.C... ou même par l'U.D.R. ! Nous sommes tous impatients de voir se développer un grand parti révolutionnaire ouvrier. La méthode suivie ne nous paraît pas devoir rapprocher d'une minute ce moment tant attendu !

Par contre elle est lourde de menaces. Les modalités de convocation de ces assemblées sont entre les mains de dirigeants. On nous dit qu'elles doivent rester centrées sur une section ou groupe d'usine combattif. Appréciation très subjective que la « combativité ». Combien de participants, nous l'ignorons, mais ce que nous pouvons deviner c'est que le public touché sera très fluctuant, de peu d'expérience politique et qui ne saura pas toujours percevoir à jour les intentions manœuvrières. Champ d'action rêvé pour un militant tant soit peu habile et, sur une base locale, jouissant d'un certain crédit, il parviendra à faire voter tout ce qu'il voudra.

3° Où veut-on nous amener ?

Il nous faut réfléchir sur l'éternel problème majeur qui se pose aux révolutionnaires, à savoir le rapport parti-masses. Mao-Tsé-

Toung a apporté une réponse. On peut, on doit l'étudier très sérieusement. Mais aucun rapprochement n'est possible. Un détail tout de même assez important fait toute la différence : en Chine, peut-être l'avions-vous oublié, le parti révolutionnaire est au pouvoir ; il peut toucher, informer de larges masses. Le P.S.U. considère comme un succès éclatant de remuer une frange très réduite de la classe ouvrière.

Nous continuons à penser après tant d'autres que le fait d'être exploité ne donne pas forcément une vue plus nette et complète de la réalité sociale et économique. Le P.S.U. comprend une large proportion de la catégorie qu'on a coutume de ranger parmi les intellectuels. Il faudrait qu'il y ait beaucoup d'ouvriers ; mille fois d'accord. Mais les militants qui ont accepté les servitudes d'une action de tous les jours ne doivent pas pour autant être considérés avec méfiance et mis en tutelle, tutelle ouvrière en apparence, tutelle de guides éclairés en réalité.

Les militants n'ont pas seulement pour rôle de voter des motions au cours de réunions épisodiques, ils doivent participer à l'action. Croyez-vous qu'ils accepteraient longtemps de jouer sur-tout le rôle d'exécutants ?

Dans le sens d'un « ouvriérisme primaire » va aussi la proposition de modification de nos statuts qu'on va sans doute demander aux A.O.P. d'adopter, et à nous d'accepter de plus ou moins bon gré. « Il faut que ce soient des ouvriers qui constituent les cadres de notre organisation. » C'est ce qui nous est proposé à moins que nous n'ayons pas bien compris car il faut dire l'art de dire des phrases à double sens, de laisser planer un doute quant à l'interprétation qu'on doit donner à telle ou telle formule se développe chez nous.

La direction ne peut qu'être le reflet de la composition de la base. Qu'on choisisse les dirigeants

parmi les plus capables, les plus combattifs (mais on ne se bat pas seulement à l'usine), et de préférence parmi les militants ouvriers car leur expérience est plus riche et souvent plus directe, quoi de plus juste ? De préférence mais pas de façon impérative et exclusive.

Imaginons le parti bolchevik décidant avant 1917 de ne confier qu'à des ouvriers les postes responsables dans le parti. Lénine et tant d'autres cantonnés dans le rôle de colleurs d'affiches ! Nous serions d'ailleurs curieux de nous rendre compte de la façon dont serait respectée la dite clause. Moyen, craignons-le, pour évincer certains aux dépens d'autres dont il pourrait être amusant de contrôler l'origine ouvrière.

Une dernière question, posée déjà par d'autres camarades et restée sans réponse. Les A.O.P. réunissant aussi des paysans, il faudrait tout de même nous préciser ce que seront ces paysans : des ouvriers agricoles, des fermiers, des propriétaires ? A partir de combien d'hectares possédés cessera-t-on d'être un paysan ? N'insistons pas sur l'hérésie, au point de vue marxiste, qu'il y a à considérer les paysans comme faisant partie d'une classe potentiellement révolutionnaire.

Voilà, camarades quelles sont nos inquiétudes. La méthode suivie jusqu'à présent n'a pas été la bonne. Les décisions doivent venir de la base et non pas être imposées à la sauvette par des dirigeants aussi bien intentionnés soient-ils ? Nous proposons que le problème soit cette fois clairement posé à tous et si une nouvelle stratégie doit voir le jour — les A.O.P. bien définies, aux attributions bien précisées, c'est peut-être une excellente chose, — il importe absolument qu'elle soit élaborée avec le concours de tous. Toute autre façon de procéder met en péril la démocratie dans le parti et, à échéance plus ou moins rapprochée, l'existence même du P.S.U. □

ELEMENTS

La seule revue internationale de gauche en langue française entièrement consacrée au Moyen-Orient

Exceptionnel N° 7

La paix au Moyen-Orient : nouvelles alternatives

Noam CHOMSKY
Nayef HAWATMEH, Itzhak BEN AHARON
Marek HALTER

Appel aux chefs de la résistance palestinienne

Muhammed ABU SHILBAYA
Albert MEMMI
Fernand ROHMAN, Danièle LOSCHAK
Guido FUBINI, Heinz-Joachim HEYDORN
Gérard BRULE

Projection de films sur la Palestine

- Amann, septembre 1970
- Biladi, une révolution
- L'éducation politique dans la révolution palestinienne.

Débat avec la participation de camarades palestiniens

Faculté de Droit, 92, rue d'Assas, Paris-VI^e, métro Vavin

MERCREDI 9 JUIN à 20 h 30 précises

Organisé par l'ARCA

Participation aux frais : 2 F.

Comme au Mans

Le combat a commencé comme à Renault-Le Mans. Ils étaient 350 O.S. du service « Mouvement » d'Usinor-Dunkerque. 350 sur un effectif global de 7 000, dans deux ou trois ans 11 500. Le « Mouvement » à Usinor regroupe les travailleurs qui sont chargés d'approvisionner en fonte, en brames, en produits de toute sorte les unités de production. Conducteurs de locotracteurs et accrocheurs de wagons, ils sont dehors par tous les temps. Un boulot dangereux, car il faut toujours faire vite : il y a le sacrosaint objectif qu'a fixé le patron et qu'il faut atteindre. Plusieurs y ont laissé la peau ou sont mutilés à vie. Travail en feux continus, bien sûr, pour 110 000 F par mois. Ce qui, pour le secteur, n'est pas mal (tout est relatif!), mais ne correspond pas évidemment à la somme d'énergie dépensée, aux risques encourus par les gars du « Mouvement ». D'autant que lorsque le « rendement » baisse, le travailleur jugé « inapte physique » est, soit déclassé (30 000 F de moins par mois), soit purement et simplement licencié.

Depuis des mois, le « Mouvement » en a marre. Les magnats de la sidérurgie se foutent pas mal des revendications de 350 ouvriers de leur empire. Des arrêts se produisent : deux

heures par ci, deux heures par là. Le « Mouvement » est un des rouages essentiels de l'usine, et le patron n'apprécie pas, mais pas du tout. Le 18 mai, il adresse quatre avertissements à des travailleurs. Il lui faut « ses » otages. Les travailleurs ne marchent pas dans la combine. Ils décident l'arrêt immédiat. Aux brimades de la direction, une seule réponse : l'unité et la solidarité.

Usinor avait fait en 1969 plus de 8 milliards anciens de bénéfice (2 millions par travailleur) ; l'an passé, 22 milliards passés (+ 172 %) (près de 4 millions par travailleur). Satisfaire les revendications immédiates des travailleurs du « Mouvement » lui aurait coûté en tout et pour tout 1 200 000 AF par an. La bagatelle, alors que P.D.G. et directeurs (une dizaine de profiteurs) se partagent 256 000 000 AF par an !

Usinor choisira de ne pas céder, quitte à paralyser toute l'usine, fleuron de la sidérurgie française. Les barons de l'acier ne comptaient évidemment pas sur la détermination de 350 ouvriers et de leurs organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., F.O., unanimes dans la lutte. Les incidents se multiplient, car la direction veut transformer ses cadres en conducteurs de locotracteurs. Les travailleurs du « Mouvement » restés sur place s'opposent

aux manœuvres du directeur et de ses alliés. Cela vaut quatre nouveaux avertissements, dont deux à des délégués C.G.T. Les travailleurs tiennent bon. Le patron envoie des lettres personnelles aux épouses des grévistes, par la suite à l'ensemble des familles des membres du personnel (coût de l'opération : un million). La paralysie gagne les hauts-fourneaux immédiatement, puis progressivement l'aciérie, le train à bande, le mataglo, etc. Leur personnel est « envoyé à la soupe ». Chômage technique, dit le patron, qui invoque la liberté du travail (sans faire allusion à la liberté des profits). Lock-out, disent les travailleurs qui, au fil des jours, sont mille, puis deux mille, puis trois mille cinq cents à perdre ainsi le droit au travail.

Le directeur espère ainsi que les chômeurs se retourneront contre les « gars du Mouvement ». Ça ne marche pas. Il procède à ses propres « sondages », qui prétendent que le nombre des adversaires de la grève est supérieur aux grévistes. Manque de chance, une semaine après que la grève a commencé, une semaine après les pressions de toute sorte, le « Mouvement » vote à bulletins secrets et 66 % d'entre eux se prononcent pour la poursuite de la grève.

Pour 1 200 000 AF par an, tout pouvait être réglé : le patron a préféré mépriser les travailleurs et voilà des millions de bénéficiaires qui disparaissent de son plein gré.

C'est le début de longs palabres : chantage aux sanctions, à la liberté du travail, aux difficultés financières des familles. Le patron ne veut rien entendre : ni revendications, ni paiement des heures gaspillées, ni levée des sanctions. Déclarations solennelles succèdent au bla-bla-bla. La majorité des travailleurs tiennent bon : et pourtant ce n'est pas facile quand on n'y est pour rien, qu'on est lock-outé, que les traites arrivent et les perspectives des vacances s'assombrissent. Et puis, il faut le dire : trop de travailleurs encore ne se sentent pas concernés par la lutte. On ne les voit pas aux meetings : ils attendent passivement que ça se termine. Le patron compte sur eux.

L'aide financière s'organise. En premier, le Secours rouge, où participent les militants du P.S.U., qui ont diffusé aux portes d'Usinor le « spécial Renault ». Par sectarisme, les syndicats dénoncent publiquement la collecte du S.R. sous prétexte qu'ils n'en sont pas à l'origine. L'argent des militants révolutionnaires aurait-il une odeur particulière ? Qu'importe, le S.R. a ouvert la voie : d'autres s'y engouffreront ensuite.

Quand paraîtront ces lignes, les fumées d'Usinor ne pollueront peut-être pas à nouveau la région dunkerquoise. C'est que les travailleurs auront tenu bon, auront trouvé d'autres perspectives à leur action. S'ils imposent plus ou moins implicitement des éléments de contrôle ouvrier sur leur usine, sur laquelle eux aussi ont des droits, demain ne sera plus pareil. □

Depuis une semaine les élèves infirmières de l'Assistance publique sont en grève : encasernées dans leurs internats, payées de 6.000 anciens francs à 17.000 anciens francs par mois pour 23 heures de travail hospitalier par semaine, elles sont employées à masquer le manque de personnel par l'Assistance publique, réduites au rôle de bouche-trou dans les services, à qui l'on réserve les travaux les moins intéressants alors qu'elles sont là pour apprendre.

De plus, les conditions de travail de l'A.P. sont si mauvaises que les infirmières diplômées y restent moins de huit ans en moyenne.

Aussi la direction de l'A.P. n'a-t-elle pas trouvé mieux que de renouer avec une forme d'esclavage modernisé : le contrat ; non contentes d'être les travailleurs les plus exploités de l'Assistance publique, les élèves infirmières doivent pour avoir leur diplôme, s'engager par contrat à rester cinq ans à l'Assistance publique.

Enfin sur le plan des études, alors qu'un étudiant en médecine de 3^e année, encore qu'il n'ait jamais fait une piqûre de sa vie, a l'équivalence avec le D.E. d'infirmière, le D.E. d'infirmière n'a aucune équivalence universitaire et aucune valeur internationale. Devant ce scandale, l'inaction de la C.G.T. a été révélatrice : la simple revendication d'une augmentation de 4.000 AF par mois (de 17.000 à 21.000 AF) n'a été appuyée que par quelques pétitions.

Aussi les élèves-infirmières construisent l'instrument autonome de leur lutte, les comités d'action d'élèves-infirmières qui se refusent à toute récupération.

Instrument de mobilisation de toutes les élèves-infirmières, les C.A.E.I. mènent la lutte aux côtés des autres travailleurs santé et sociaux en formation (rappelons la grève des élèves des services sociaux) et aux côtés des travailleurs de l'A.P.

- Pour des salaires décents (S.M.I.G. à 1.000 F pour les élèves-infirmières).
- Pour une formation réelle : plus de stages bidons.
- Pour la liberté d'expression et d'organisation dans les écoles.
- Pour l'abolition du contrat.

La grève ne cesse de s'étendre d'école en école, les premières tentatives de récupération et de dévoiement du mouvement ont été brisées. Une première manifestation spontanée au siège de l'A.P. a rassemblé plusieurs centaines d'élèves.

D'autres actions de masse, d'ampleur inégalée, vont suivre.

Les élèves-infirmières sont en train de montrer, comme le font les travailleurs de Créteil, que le temps des pétitions est bien terminé et que, à l'Assistance publique comme ailleurs, seule la lutte paie. □



Elèves
Infirmières

Une grève exemplaire

Les pharmaciens s'agitent

Du 17 au 20 mai 1971 se tenait à Vittel le congrès national des pharmaciens de France. Le thème du congrès étant voué cette année au problème de l'environnement et du rôle que le pharmacien peut exercer dans la lutte contre les nuisances. Les après-midi et les soirées étant consacrés aux réceptions mondaines offertes par les laboratoires qui n'en sont plus à une largesse près, quand on sait les confortables bénéfices réalisés sur le médicament.

Les préparateurs en pharmacie choisirent la séance solennelle du congrès pour apporter un thème nouveau de réflexion aux pharmaciens-congréssistes.

C'est ainsi que répondant à l'appel de l'Union-Est des syndicats de préparateurs et employés en pharmacie C.F.D.T., ils se retrouvèrent une bonne centaine pour faire connaître en criant des slogans et par des banderoles, leurs revendications.

Ils choisirent de descendre dans la rue, ce que de mémoire de préparateur, il ne fut jamais osé.

— Les préparateurs en ont assez de la politique de bas salaire ap-

pliquée par leurs patrons. Ils en donnent pour preuve la différence énorme qui sépare les salaires du secteur privé (officines) du secteur public (hôpitaux) qui va de 50 % pour un C.A.P. à près de 100 % pour un préparateur qualifié B.P. de 43 ans.

— Ils exigent que cesse l'exploitation éhontée des jeunes confiés aux pharmaciens des officines en vue de leur formation professionnelle.

Les revendications

— Ils demandent l'accession automatique aux coefficients 270 et 300. Celle-ci étant laissée au bon vouloir des patrons.

— La mise à jour de leur convention collective vieille de plus de 20 ans.

— L'application stricte du statut du préparateur.

— Les deux jours de repos consécutifs qui leur permettront outre la mise à jour de leurs connaissances, une vie familiale plus réelle.

— En résumé, les préparateurs en pharmacie ne veulent plus être considérés comme les parents pauvres de la profession.

Ceux-là même que les pharmaciens appellent encore avec leur paternalisme coutumier « leurs collaborateurs » furent interdits de séjour dans la bonne ville de Vittel sur la recommandation de M. Guy de la Motte Bouloumie, maire de cette ville. Sept brigades de gendarmerie et un escadron des gardes mobiles assuraient en effet la protection du palais des congrès, veillant ainsi à ce que rien de fâcheux ne vienne troubler l'atmosphère feutrée des salons.

Une délégation syndicale conduite par le secrétaire syndical de Meurthe-et-Moselle fut tout de même reçue par le président de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France.

A l'issue de cet entretien, l'engagement fut pris par les patrons de recevoir dans un temps rapproché les organisations syndicales pour parler « sérieusement », c'est ainsi que l'entendent les préparateurs et employés en pharmacie.

Des patrons qui n'ont pas à se plaindre

De source syndicale, on fait remarquer en ce qui concerne les

pharmaciens d'officines :

— une augmentation régulière annuelle en francs constants, de 14 % de la vente des médicaments ;

— une augmentation moyenne annuelle de 12 % du bénéfice déclaré dans le cadre des impositions aux bénéficiaires réels ;

— une augmentation moyenne annuelle de 17 % du bénéfice dans le cadre des impositions au forfait.

Quant aux préparateurs en pharmacie :

— les salaires conventionnels du personnel qualifié se sont effondrés en 4 ans de près de 40 % par rapport à l'évolution du S.M.I.C. durant la même période ; le personnel non qualifié étant lui payé aux environs du S.M.I.C.

Par leur action les préparateurs en pharmacie ont contraint les patrons à les recevoir et à examiner leurs conditions de travail, la hiérarchie des salaires. C'est une première rupture dans un secteur où le cadre paternaliste des relations patrons - pharmaciens - préparateurs ne favorisait pas l'action. □

RÉPRESSION - RÉPRESSION - RÉPRESSION - RÉP

L'affaire des fiches

Il avait été fait état, dans ces mêmes colonnes (1), de l'inculpation d'un professeur de philosophie au lycée Lakanal (Sceaux), pour avoir refusé de laisser constituer une fiche anthropométrique au cours d'une garde à vue. Un communiqué de la section de Sceaux du P.S.U. (2) établissait, peu de temps après cette inculpation, qu'au regard de la législation actuelle (une ordonnance du 23 décembre 1958 avait modifié la loi de Vichy qui généralisait le fichage), ce refus était parfaitement légitime.

Y. Letourneur, condamné une première fois par le tribunal de police de Longjumeau à 200 F d'amende, avait fait appel pour ne pas céder à l'arbitraire sur le plan des principes : la onzième chambre de la Cour d'appel s'est rendue aux arguments de son défenseur, M^e Henri Leclerc, et l'a relaxé.

Cet acquittement est un succès important — et à plus d'un titre. En premier lieu, il confirme l'arbitraire de l'inculpation et le droit le plus strict qu'avait ce professeur à refuser le fichage anthropométrique. Ensuite, il souligne que des magistrats refusent de franchir un pas qui nous ferait pas-

ser du simple régime de la démocratie bourgeoise à un régime d'arbitraire qui est, par essence, une caractéristique du fascisme. Enfin, il montre que la magistrature n'accepte pas de toujours couvrir le pouvoir quand celui-ci viole sa propre légalité pour ses basses besognes.

C'est vrai que dans le système actuel nos libertés sont bien maigres et bien fragiles. Sans se faire d'illusions sur leur portée, il importe cependant de les défendre jusqu'au bout, par tous les moyens — y compris la bataille juridique —, pour forcer le pouvoir dans les derniers retranchements de ses contradictions. Cet exemple montre que c'est possible.

Et puisque l'essentiel est une question de rapport de forces, il faut le maintenir tel qu'il empêche le pouvoir de reprendre de l'autre main ce qu'il a dû concéder (3).

(1) Cf. « L'ère de l'arbitraire », par Lucien Saintonge, T.S. n° 475, 3 décembre 1970.

(2) Cf. « Le Monde », 13 novembre 1970.

(3) Pour avoir contribué à ce courant de solidarité dont nous espérons qu'il n'a pas été inutile, la section de Sceaux du P.S.U. se félicite de l'acquiescement d'Yves Letourneur et de l'exemple ainsi offert.

L'Idiot International

« L'Idiot International », mensuel indépendant de toute organisation politique, mais de tendance « gauchiste » est en butte à la répression.

Le 1^{er} juin la justice le poursuit sous plusieurs chefs d'inculpation : provocation directe à l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat, injure publique envers la police, apologie du pillage, provocation au meurtre.

Le directeur de la publication, Jean-Edern Haillier, des collaborateurs du mensuel Dominique Grange, Gilbert Mury risquent au moment où nous écrivons des peines de prison ferme pour délit d'opinion.

Sans doute peut-on ne pas toujours approuver les prises de position de « L'Idiot International », mais il est clair que les poursuites contre lui ont une signification précise : intimider ce qui reste de presse d'opinion et habituer le public à l'étouffement des libertés. C'est sans surprise que nous apprenons l'ouverture de deux nouvelles informations pour diffamation de la police à propos de la loi anti-drogue et à propos d'une interview de Denis Langlois, auteur d'un dossier noir sur la police. Ce régime qui favorise le racisme anti-algérien se croit décidément tout permis. Raison de plus pour ne pas le laisser faire. □

Nous ne laisserons pas Jean Carel en prison

Marie-José Thomas

Depuis quelques mois, les agriculteurs s'inquiètent de voir leur revenu se dégrader encore plus. Les producteurs de lait constatent que leur produit leur est payé en dessous du prix de revient. Cet état de fait est particulièrement net en Bretagne. Tout au long de l'automne, les agriculteurs s'insurgeant contre cela, menèrent une campagne énergique afin d'obtenir une augmentation. En novembre, une première manifestation réunit quelque 2.000 agriculteurs à Pontivy contre la laiterie Sapiem. Résultat : le directeur général du trust Sapiem fut obligé de payer le litre de lait 51 centimes. Mais parce que le prix du lait est fixé chaque mois, ce qui avait été accordé en novembre est remis en question en décembre. Fin janvier, une nouvelle manifestation regroupa quelque 3.000 exploitants. Devant le refus du directeur local de la Sapiem, ils l'obligèrent à venir avec eux à la Préfecture : un rendez-vous fut pris entre les responsables paysans et la direction de la Sapiem. Au cours de la rencontre, les agriculteurs ne purent obtenir le rattrapage sur le prix de décembre qu'ils exigeaient mais un prix fut fixé en commun pour janvier, février et mars : 53,3 centimes le litre.

Les fruits de l'Europe verte

En mars, avait lieu à Bruxelles une rencontre européenne ; on mettait sur pied l'Europe verte. Mais surtout on négociait entre trusts et gros agrariens la part du gâteau que l'on s'octroyait, laissant quelques miettes aux petits producteurs que l'on plumait, par ailleurs. En Bretagne, un rassemblement regroupant les responsables syndicaux eut lieu ; cette manifestation se fit sous des formes plus dures : barages avec les tracteurs.

Bruxelles proclama son verdict 6 % d'augmentation par litre. Mais ces 6 % s'appliquaient sur l'ancien prix, celui d'avant les accords avec la Sapiem, ce qui — pour les producteurs de la région — se

traduisit par 50 centimes le litre pour avril, c'est-à-dire une baisse de 3,3 centimes par rapport au mois de mars.

Or, les centres de gestion que l'on ne peut accuser de partialité, estiment le prix de revient d'un litre de lait à 62 centimes ! Cette mesure porta à son comble l'exaspération des agriculteurs. Une nouvelle manifestation fut décidée pour le 24 mai. Une nuit, un camion citerne fut vidé de ses 23.000 litres de lait dans une forêt. Les agriculteurs veulent que leur travail soit reconnu : que leur produit leur soit payé en dessous de son prix de revient est simplement la négation de leur travail. Qui encaisse le revenu de ce travail, si ce n'est la Sapiem ou tout autre trust, laiterie ou une quelconque coopérative ? Les agriculteurs, de plus en plus conscients de l'exploitation dont ils sont l'objet, réagirent très vivement : ils savent que le capitalisme les a condamnés à disparaître et à devenir manœuvres à Usinor-Dunkerque ou O.S. au Mans.

La répression

Face à cette résistance, la bourgeoisie emploie tous les moyens pour la briser.

Cette fois-ci, face à la détermination des agriculteurs de Pontivy, elle a voulu frapper fort : ce sont les forces de répression qui ont été envoyées ; une quarantaine de gendarmes mobiles sont venus arrêter, dans son champ, en train de travailler, le Président du centre cantonal des jeunes agriculteurs de Pontivy, Jean Carel. Notre camarade est accusé d'être à l'initiative du vidage de la citerne : bien sûr, sans preuve ; mais le motif de l'inculpation est clair : vol, rébellion, violence et entrave à la circulation. Vol : qui vole le fruit du travail, si ce n'est la bourgeoisie vivant de la sueur des travailleurs ?

Rebellion, violence, entrave à la circulation : où est la violence ? Dans une ville barrée par les tracteurs ou dans l'obligation qui est faite aux fermiers de quitter leur ferme du

jour au lendemain, dans une action anti-cumul ou dans les quinze heures de travail non rémunéré du petit producteur ?

Notre camarade depuis est en prison. Nous devons mener la lutte jusqu'à ce qu'il soit libéré. La répression arbitraire qui frappe aujourd'hui Jean Carel peut demain nous atteindre.

La riposte

C'est aussi une répression antisyndicale : Jean Carel est un responsable du C.C.J.A. (Centre cantonal des jeunes agriculteurs) ; et c'est en tant que tel qu'il sera jugé.

« Nous ne nous arrêterons pas tant que Carel ne sera pas libéré » dit le Centre régional des agriculteurs de l'Ouest. Mais la libération de Carel — qu'il faut obtenir — ne fera pas pour autant rentrer les agriculteurs chez eux. Ceux-ci exigent l'application intégrale des 6 % d'augmentation obtenus à Bruxelles.

Les agriculteurs de la région veulent briser l'alliance entre les industriels et les pouvoirs publics.

Pour cela, ils essaient d'étendre l'action à tous les départements laitiers et dans tous les organismes laitiers (industries et coopératives). L'extension de l'action est la condition indispensable à la réussite.

Intervenir auprès des laiteries, faire pression sur elles, c'est le meilleur moyen de faire reculer le pouvoir. Les agriculteurs, par une action multiforme, veulent obliger l'entreprise Sapiem à céder. Ils ont besoin pour cela de l'appui des consommateurs ; ils demandent un boycott actif de tous les produits du trust Sapiem. Laisser les agriculteurs seuls se débattre face à la collusion des pouvoirs publics et de l'industrie laitière, c'est encourager la bourgeoisie à appliquer le plan Mansholt, à liquider les agriculteurs au profit des industriels agricoles.

Face à cela, luttons pour la libération de notre camarade. Nous voulons vivre de notre travail. □

Les journées d'études du C.N.J.A., réunies à Dijon, les 25 et 26 mai, sur le thème « renforcer la coopération et développer les exploitations » ont été d'un intérêt mineur. La majorité actuelle, obsédée par la prise du pouvoir économique, a sacrifié la défense du revenu des agriculteurs, véritable objet du syndicalisme, au profit du renforcement de la coopération pour quelques-uns qui restent à la terre, au prix du départ de tous les autres. Le C.N.J.A. a pris avec beaucoup de légèreté l'arrestation de CAREL. Au lieu d'engager l'ensemble de l'organisation dans une action de masse concertée, il s'est contenté d'un communiqué diminuant l'importance de cette affaire... et surtout ne dénonçant pas les véritables causes de l'action des producteurs laitiers.

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F

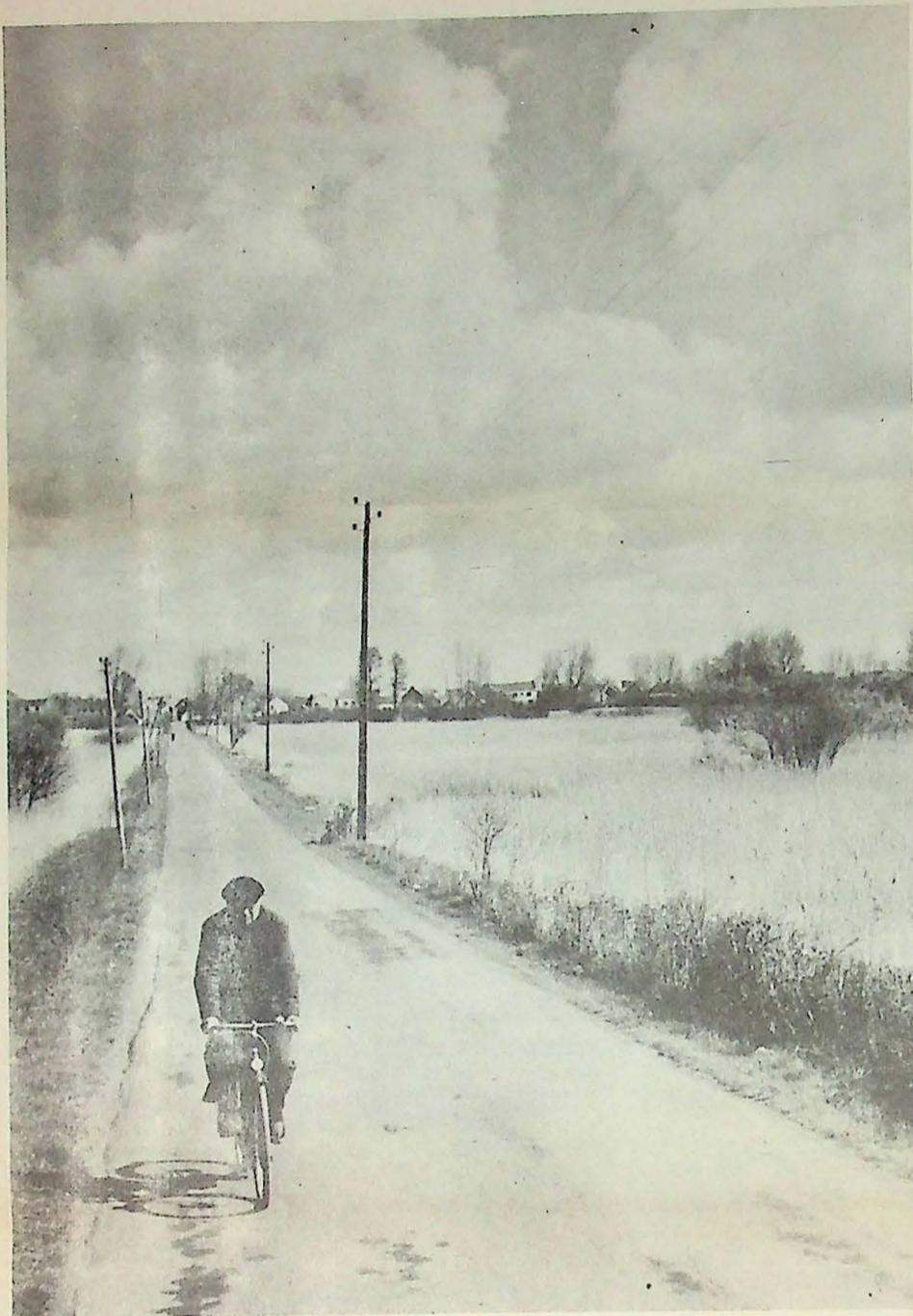
Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

BONNES VACANCES

- **ITALIE** (Pescara), 2 semaines : 360 F (pension complète).
Logement en bungalows, dans une pinède au bord de la mer à Pescara. Réductions pour les enfants jusqu'à 7 ans.
- **SARDAIGNE**, 15 jours : depuis 695 F (pension complète et voyage compris, excursions comprises).
Un village de vacances international, sur la côte nord de la plus belle île de la Méditerranée. Recommandé aux jeunes. Logement en bungalows confortables, tennis, night club...
- **YOUGOSLAVIE**, 2 semaines : 385 F (pension complète).
Logement chez l'habitant, dans un hameau de l'île de CRES, au bord de la mer. Réduction pour les enfants jusqu'à 10 ans. Autres possibilités en hôtels (à partir de 167 F par semaine). Voyage compris ou rendez-vous au village (à 750 km de Chamonix).
- **EGYPTE**, périple de 2 semaines : 1.395 F départ Paris, tout compris.
... et en FRANCE, randonnées équestres en Haute-Provence, 2 semaines tout compris : à partir de 430 F.

ARVEL : Paris B.P. 96 06 Paris (6^e) - Tél. : 306-82-68 (15 h. - 19 h.) Villeurbanne (69) : 78, bis rue du 8-Mai - Tél. : 84-81-24.



La Poste en milieu rural

Michel Camouis

La rentabilité dans les services publics est à l'ordre du jour. Les P.T.T. n'échappent pas à cette règle.

Que fait-on pour rentabiliser au maximum ce service ? La solution est simple, suppression des bureaux de poste dits non rentables, sans se préoccuper de la notion de service public. (A noter que l'administration ne prend pas la notion de rentabilité sur un plan général, mais individuellement, bureaux par bureaux).

Comment on rend un bureau « déficitaire »

Ainsi le bureau X situé en zone rurale, faible densité de population, trafic faible, est considéré comme déficitaire, mais l'administration ne prend pas en considération que les bureaux Y ou Z, situés

eux dans une zone en pleine expansion, sont largement bénéficiaires. Et il est certain que le total des bénéfices rapportés par les 18.000 bureaux de poste existants actuellement devraient permettre de conserver les bureaux en zone rurale.

Comment l'administration juge-t-elle la rentabilité d'un bureau ? Pour ce faire, elle a établi un barème. Chaque opération effectuée au guichet bénéficie, selon son importance, d'un certain nombre de points. Ainsi, l'émission d'un mandat-lettre comptera pour 2,4 points, un versement de caisse d'épargne pour 3 ou 4 points, etc., etc.

Elle a calculé ensuite que le paiement d'un agent titulaire s'avèrait à peu près rentable si, en plus de la distribution, le total des opérations réalisées par celui-ci atteignait un minimum actuel de

15.000 points, appelés en jargon administratif « points guichets ». Ainsi donc tout bureau qui n'atteint pas ce chiffre est jugé non rentable.

Qu'envisage donc l'administration ? Elle propose deux solutions.

Première solution : Gestion double. Qu'est-ce que la gestion double ? Deux bureaux situés entre 5 à 15 km l'un de l'autre sont gérés par un seul agent. Un bureau est ouvert le matin, l'autre l'après-midi. La distribution du courrier est effectuée par un préposé motorisé venant d'un centre plus important. Constatons tout d'abord qu'il y a régression par rapport à la situation actuelle puisque le bureau n'est ouvert que trois heures par jour au lieu de six heures. Reconnaissons aussi que c'est la solution qui permet de sauvegarder un peu la présence postale en milieu rural mais, à mon avis, c'est une solution rétrograde. (Les habitants de ces communes là ne sont-ils pas des Français à part entière ?) Mais qui nous dit que dans un but de rentabilité toujours plus accrue, l'administration n'envisagera pas, dans un avenir plus ou moins lointain, d'appliquer la deuxième solution qu'elle est en train de préconiser ?

Deuxième solution : Le trafic est faible, moins de 15.000 « points guichets » et le bureau n'est pas jumelable (gestion double) alors

qu'une circulaire de la direction générale des postes du 21-10-70 adressée aux directeurs départementaux dit à peu près ceci : suppression d'un bureau qui n'atteint pas 15.000 « points guichets » et si son jumelage n'est pas possible il conviendra dans la mesure du possible d'envisager et de proposer à la municipalité son remplacement par une Recette auxiliaire rurale. Ainsi la présence postale serait préservée.

Recette auxiliaire postale = R.A.R.
Agence postale = A.P.

Qui paye ?

Mais ce que la direction générale des postes oublie de dire c'est que, par cette réforme de structure, les P.T.T. tentent ainsi de faire supporter par les communes les charges qui découlent du maintien de la poste en zone rurale tout en conservant le bénéfice des taxes encaissées.

Mais pensons aux finances locales. Voici en exemple pour fixer les idées : le cas d'une Recette de quatrième classe Arthez-D'Asson (Pyrénées-Atlantiques) dont le trafic guichet est de 15.000 points. Si la municipalité y consent le bureau sera transformé en Recette auxiliaire rurale, la rémunération du gérant sera calculée de la façon suivante pour un an (et il peut y avoir encore plus mauvais, côté rémunération).

1 ^{er} élément : Fournitures et entretien des locaux : 1/6 ^e du salaire à l'indice 163 soit 9.495 : 6 =	1.582,50
2 ^e élément : Trafic de 15.000 points — 10.000 = 1h 5.000 = 1/2 h ou 1 h 30 soit 1/5 ^e de la vacation entière : 9.495 : 5 =	1.899,00
3 ^e élément : Allocations spéciales, total annuel ..	60,00
Total général annuel	3.541,50
Soit un salaire mensuel brut de 3.541,50 : 12	295,12
Sécurité sociale	19,18
Salaire net mensuel	275,94

A la lecture de ce tableau il est facile de voir que l'administration des P.T.T. réalise une excellente opération puisque le salaire du gérant de ce genre d'établissement est nettement inférieur à celui d'un agent titulaire des P.T.T., dont nette économie pour elle.

Vu le minime salaire proposé, il sera donc difficile de trouver des volontaires. Si la mairie veut conserver un établissement postal elle sera donc obligée de verser un salaire au gérant en complément et qui sera d'autant plus important que le montant du premier élément intitulé fourniture et entretien des locaux sera bien utilisé à cette fin, ce qui semble logique.

Et tout ceci au moment où les municipalités ont besoin de plus en plus d'argent et en ont de moins en moins. Cette somme représenterait à peu près le salaire du cantonnier qui fait défaut et que la commune ne peut pas se payer.

De plus ce gérant serait une personne étrangère à l'administration donc, sans aucune formation professionnelle. Par voie de conséquence, la qualité du service s'en ressentirait, sans parler du secret professionnel qui se trouverait largement compromis.

En tout état de cause, toutes les communes rurales doivent être sur leur garde car aujourd'hui la limite est fixée à 15.000 points, à combien sera-t-elle demain ?

La privatisation, évidemment, va de pair avec le rendement. Il faut bien prendre l'argent quelque part pour le donner aux financiers des grandes banques par l'intermédiaire des sociétés qui ont nom Finextel Codetel et d'autres qui suivront. Cinq milliards anciens, je crois, doivent être distribués à Finextel pour l'exercice 1970.

Enfin ceci est une autre histoire, peut-être plus compliquée, mais tout aussi « morale ». □

Iran

Montée de la lutte populaire

M. Bridier

L'année dernière a été marquée par un commencement d'essor de la lutte du peuple iranien :

— Manifestations victorieuses contre la société des transports de Téhéran à l'occasion de la hausse des tarifs de transport.

— Manifestation lors de la conférence des capitalistes américains à Téhéran.

— Manifestations antisionistes dans les rues de Téhéran à l'occasion du match de football Iran-Israël.

— Manifestations massives des lycéens et étudiants durant plusieurs semaines à Téhéran et en province contre l'exploitation et l'impérialisme.

Ces derniers mois ces luttes sauvagement réprimées par la police politique (le Savak), l'armée et la police ont repris. Elles sont pleines de promesses pour un peuple qui depuis 18 ans (et le coup d'Etat de 1953 fomenté par la C.I.A.) subit le joug d'un régime de dictature policière au service de l'impérialisme.

Le développement de ces luttes peut avoir des conséquences considérables sur le plan mondial. L'Iran joue un rôle très important dans la stratégie de l'impérialisme à la fois par sa production pétrolière propre et par une situation géographique qui lui permet de contrôler les autres pays du golfe. Dans la situation actuelle, la sécurité des approvisionnements impérialistes ne peut plus être assurée par la seule présence militaire d'Israël. Les Américains doivent chercher d'autres intermédiaires, en particulier l'Arabie Séoudite et l'Iran. Le prochain départ des Anglais des émirats pétroliers du golfe rend plus décisif encore le rôle de l'armée et de la marine iranienne comme gendarme de la région. La montée des luttes populaires en Iran et dans les émirats pourrait donc abattre une pièce majeure sur l'échiquier de l'impérialisme.

Il n'en est que plus intéressant de voir l'attitude de l'U.R.S.S., qui signe avec le Shah des accords commerciaux à long terme et participe à la mise en valeur du nord de l'Iran. La recherche d'un équilibre dans cette zone est le corollaire du soutien apporté par l'U.R.S.S. à la mission Jarring et à la tentative d'imposer au peuple palestinien la résolution des Nations-Unies du 22 novembre. La convergence des intérêts de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis, dans un affrontement statique de grandes nations, est évidente dans ce cas. La libération des peuples de cette zone ne peut venir que de leur propre effort et de leur union. Dans les émirats en particulier,

ils doivent déjouer les manœuvres des féodaux qui veulent diviser les travailleurs du pétrole en excitant le chauvinisme des populations arabes et iraniennes qui constituent ensemble le prolétariat des entreprises pétrolières. L'accentuation du caractère de classe des conflits actuels permettra seule de dépasser la phase des nationalismes en miettes pour passer à une action d'ensemble contre l'impérialisme. L'importance de l'enjeu exige que les forces populaires des autres pays soient mieux informées de cette situation et puissent manifester plus nettement leur solidarité aux peuples en lutte dans cette région qui est un point névralgique du système capitaliste mondial.

Nous dressons ici un bilan des luttes des derniers mois : (1).

8 FEVRIER 1971 — L'attaque du poste de la gendarmerie de Siah-Kal, dans la province du Guilan, au nord du pays : Le directeur de la « Maison du peuple » (comité de « liaison » avec la population locale, organisé par le Savak, et qui a pour but d'espionner la population sous prétexte d'« assistance sociale ») de Siah-Kal, village situé à 400 km du nord de Téhéran, rapporte à la gendarmerie qu'un soldat de village a des relations suspectes. Les gendarmes du poste voisin procèdent à son arrestation. Le soldat annonce par radio son arrestation à ses camarades. Les gendarmes transfèrent le soldat dans une prison de Lahidjan. Peu après quatre militants s'adressent au poste de gendarmerie et exigent le soldat en question. Lorsqu'ils apprennent que leur camarade est transféré à Lahidjan, ils tuent deux gendarmes, et, pendant vingt minutes, expliquent au cours d'un meeting les raisons de leur action et le but de leur lutte. Après quoi ils se rendent chez le directeur de la « Maison du peuple », le tuent et se replient dans la forêt. Quelques heures après la forêt est encerclée par les forces antiguerilla. Au cours de combats qui durent trois jours, sept des forces antiguerilla sont tués et un hélicoptère détruit. De cette attaque, plusieurs personnes accusées de collaboration avec les partisans sont envoyées à la prison d'Echratabad (prison réputée pour les tortures qu'on y subit). Le couvre-feu est déclaré au nord du pays. Le régiment de Mendjil est mobilisé et la visite du barrage de Mendjil est interdite au public. **Treize militants, membres de la guerilla sont arrêtés.** (On vient d'apprendre que parmi ces treize, huit sont morts sous la torture, cinq ont été fusillés. La torture de l'un d'eux consistait à lui couper la jambe au moyen d'une scie !).

28 FEVRIER 1971 — Grève de la faim : Les étudiants de l'école supérieure de « l'armée de l'hygiène » (l'une des « armées » créée par le Chah au cours de ses « réformes ») commencent une grève de la faim afin de protester contre l'arrestation de plusieurs de leurs camarades.

1^{er} MARS 1971 — Grève des ouvrières de l'usine des bobineuses « Ziba » : Les 500 ouvrières de l'usine de « Ziba », aux environs de Téhéran, se mettent en grève afin de lutter contre le salaire de misère (70 rials - 5 F - par jour) et les mauvaises conditions de travail. Elles organisent une marche de 18 km à partir de l'usine vers la capitale. Sur leur chemin, elles rencontrent les agents de la Savak, de la police et de la gendarmerie, qui attaquent les manifestantes pour la plupart des jeunes filles de 10 à 17 ans. Plusieurs arrestations et des blessées.

2 MARS 1971 — Grève des ouvriers de la société de transport : Grève des

ouvriers du transport public pour protester contre le bas salaire et pour l'obtention des primes et de meilleures conditions de travail à l'approche du nouvel an iranien (le 21 mars). Plusieurs blessés à la suite de la répression des agents de la Savak et de la gendarmerie. Le mouvement s'étend : grève unanime des chauffeurs et des travailleurs des transports.

3 MARS 1971 — Grève et manifestations à l'université de Téhéran : Manifestations politiques dans les facultés de médecine, des sciences et de technique. Mots d'ordre : « A bas le dictateur, le bourreau ! », « A bas le sionisme et l'impérialisme »...

MARS 1971 — Lettre de protestations des artistes de théâtre et des écrivains adressée au Premier ministre, aux ministères et aux parlements pour protester contre l'arrestation de metteurs en scène et écrivains auteurs d'une pièce à caractère progressiste.

8 AVRIL 1971 — L'attentat réussi contre la vie du général Zia-Farsiou, chef de la « justice » militaire : Un groupe de jeunes révolutionnaires punit de la mort le chef du Parquet militaire.

SEMAINE DU 26 AVRIL — Une nouvelle agitation violente secoue l'université de Téhéran : Alors que s'ouvrent les préparatifs des festivités de « 2.500 ans de l'Empire iranien », une nouvelle manifestation (la quatrième depuis l'an dernier) commence à l'université. Les mots d'ordre étaient : « Mort au Chah le traître », « Gloire aux assassins de Farsiou », « Gloire aux héroïques combattants de Siah-Kal ». A l'appel du doyen de l'université, la police et l'armée envahissent l'université, faisant de nombreux blessés et procédant à de nombreuses arrestations (à peu près 500).

Dans le même moment une grève des enseignants du primaire a lieu.

27 AVRIL 1971 — La gendarmerie étouffe dans le sang une manifestation ouvrière : des dizaines de morts et de blessés : Les 2.000 ouvriers de l'usine de textile « Djahan » de Karadj (ville située à 40 km de Téhéran) font grève pour lutter contre le salaire de misère (45 rials - 3 F - par jour). Ils se dirigent vers la capitale barrant l'artère principale qui relie Téhéran à l'est et au nord du pays (voir « Le Monde » du 5 mai 1971). La gendarmerie ouvre le feu sur les manifestants. Le correspondant du « Monde » parle de 3 morts et 12 blessés et traite l'affaire comme s'il s'agissait d'un « incident » malheureux. En vérité, il doit y avoir des dizaines de morts et de blessés et la puissante manifestation des ouvriers, loin d'être un « incident », s'inscrit dans le cadre de la montée de la lutte populaire, à laquelle le régime, le gouvernement et son appareil de répression ne peuvent répliquer que par la répression sanglante et aveugle.

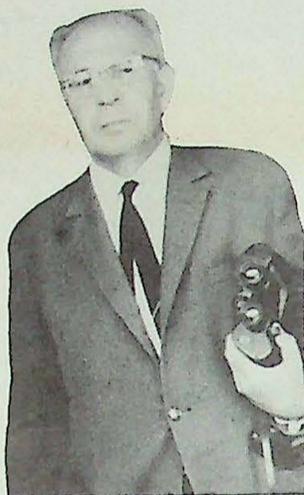
D'autre part, des informations fragmentaires font état des actes de « brigandage », d'agitation et de violence perpétrés par les paysans pauvres contre les propriétaires ou les agents locaux du gouvernement allant même jusqu'à l'assassinat des grands propriétaires et des agents. Cependant à entendre certaines déclarations du ministre de l'agriculture et du Chah lui-même, il y a lieu de croire à de profondes agitations dans les villages iraniens, agitations menées essentiellement par les paysans sans terre et les éléments prolétariés de la campagne. □

(1) Renseignements communiqués par l'Union des Etudiants Iraniens en France.

Tchécoslovaquie

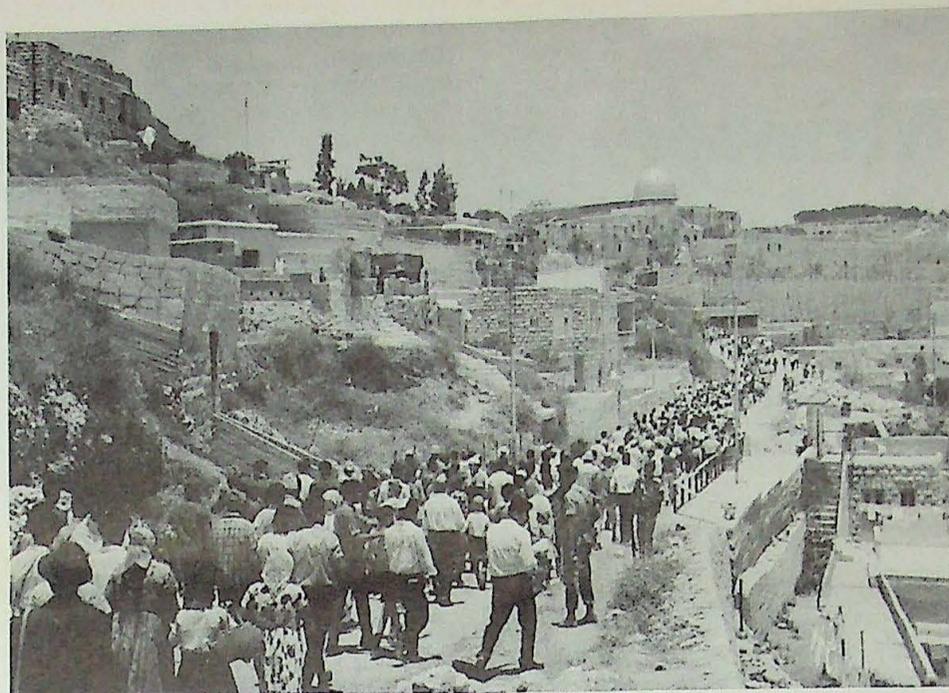
Le 14^e Congrès du P. C.

R. Grillault



Le XIV^e congrès du parti communiste tchécoslovaque, revu et corrigé par rapport au vrai qui s'est tenu dans la clandestinité en 1968, a commencé ses travaux le 25 mai dernier. Il est celui de la réussite relative de la « normalisation » imposée par Brejnev et consorts. Le parti, qui compte aujourd'hui 1.200.000 membres, a été considérablement épuré, puisque selon les chiffres officiels les exclusions ou les départs sont de l'ordre de 500.000.

L'organisation coiffée par Husak, Indra, Bilak ne doit donc plus guère contenir que des staliniens non repentis, des carriéristes et des opportunistes, ce qui effectivement en fait un instrument idoine pour tenir en tutelle la classe ouvrière et les masses populaires. Le comité central sortant a bien indiqué dans un document de décembre 1970 dans quel esprit il préparait l'assise actuelle : « De nombreux faits prouvent qu'en 1968 une large coalition anticommuniste a été créée en Tchécoslovaquie. On peut voir apparaître la nouvelle structure d'un système politique qui rétablissait de fait la situation d'avant février 1948. Il s'y manifestait même des éléments caractéristiques de la république bourgeoise d'avant Munich. Tandis que le parti communiste de Tchécoslovaquie fut désagrégé par les opportunistes de droite, son activité et sa capacité d'action paralysée, la contre-révolution petite-bourgeoise constitua des réserves de plus en plus grandes, qu'elle lança selon les besoins, dans la lutte politique. La droite de la direction du parti communiste de Tchécoslovaquie fit passer ce mouvement anti-socialiste pour un engagement politique de nos citoyens. En même temps, tous ceux qui intervinrent contre ces phénomènes dangereux furent caractérisés par la droite comme des en-



Israël

Déclaration des étudiants arabes

Le camarade Walid Fahum, président de l'Union des étudiants arabes de l'Université hébraïque de Jérusalem a été arrêté le samedi 10 avril. Ont été arrêtés pendant la même semaine : l'étudiant arabe Auni Abdallah et les deux instituteurs Ahmed Malum de Kafr Maqr et Abdallah Tif-Nasser de Tiran.

La police israélienne n'a pas rendu public, jusqu'à présent, leur arrestation et n'a pas fait connaître les raisons de la détention.

Deux jours avant son arrestation, une interview de Walid Fahum a été publiée dans l'hebdomadaire « Haalam Hazeh ». Il y parle de l'activité des services secrets israéliens sur les campus universitaires. L'Union des étudiants arabes de Jérusalem avait protesté publiquement contre les agissements croissants des services secrets. Au moment de l'arrestation de Walid Fahum, la police avait confisqué des tracts de protestation.

Les personnes détenues, qui sont citoyens israéliens depuis 1948, n'ont pas pu consulter leurs avocats, ce qui est contraire aux lois en vigueur en Israël. Nous considérons que ces détentions font partie d'une campagne de harcèlement plus large menée par la police et les services secrets contre

nemis sectaires et conservateurs de la renaissance socialiste ! En réalité, les opportunistes de droite déblayaient le terrain pour les éléments purement réactionnaires et contre-révolutionnaires qui se poussaient en avant. »

De cette façon le grand mouvement qui commença après la chute de Novotny en 1968 est excommunié et apparemment rayé de l'histoire. Sans doute le printemps de Prague ne fut-il pas exempt d'équivoques, mais il fut pour les masses ouvrières le début d'une libération. Et c'est bien pourquoi le rituel du congrès ne peut tomber que sur l'indifférence ou l'hostilité de l'immense majorité des travailleurs. Les dirigeants par la grâce de

les étudiants et en général contre les citoyens arabes d'Israël, et une tentative pour étouffer toute protestation contre les agissements des services secrets sur le campus universitaire.

Nous demandons :

1. Que les personnes détenues puissent rencontrer leurs avocats ;

2. Que leur jugement soit public et devant un tribunal civil — si la police a des charges contre eux. Dans le cas contraire, qu'ils soient libérés immédiatement.

3. Que soient arrêtées toutes les campagnes de terreur et de harcèlement contre les étudiants arabes et contre leurs activités politiques légales.

Signé : L'Union des étudiants arabes, l'Université hébraïque, Jérusalem, l'Union des Etudiants arabes, l'Université de Tel-Aviv.

14 avril 1971.

Note : Depuis la rédaction de ce tract, les personnes arrêtées ont été accusées d'appartenance au Front populaire pour la libération de la Palestine. On sait, par ailleurs, que c'est une pratique courante des services de renseignements israéliens de sévir contre les intellectuels arabes citoyens de l'Etat d'Israël quand ceux-ci refusent de collaborer. □

Brejnev l'ont-ils senti ? On peut se le demander quand on voit qu'ils promettent pour la période quinquennale 1971-1975 toute une série d'améliorations du niveau de vie : augmentation annuelle des salaires de 3 %, augmentation de la production alimentaire de 18 %, construction de 500.000 logements, construction d'un métro à Prague, etc.

Mais les travailleurs tchécoslovaques auront sans doute la réaction désabusée de ceux qui savent que ces améliorations, inégalement réparties devront être payées d'efforts accrus sous la supervision d'un ordre hiérarchique étouffant. Dans tout cela le socialisme est bien loin.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

La logique en délire

Pierre Gautier

Le P.C.F. se préoccupe toujours du « gauchisme ». Mais on ne peut pas dire qu'il sache très bien comment s'y prendre pour ne pas s'y brûler. Dans sa dernière conférence de presse Georges Marchais nous a affirmé que le « gauchisme » décroissait. L'expression est intéressante dans la mesure où elle sous-entend que dans une phase précédente l'influence « gauchiste » croissait, ce que le P.C.F. pour sa part s'était toujours refusé à admettre. Elle est encore plus intéressante si on la rapporte à la situation réelle, succès de la manifestation révolutionnaire du 1^{er} mai, réussite de la manifestation de la Ligue communiste et de Lutte ouvrière le 16 mai, développement d'un courant révolutionnaire dans les entreprises. Un journaliste irrespectueux de « Combat » n'a pas manqué de faire remarquer que cela ressortissait de la méthode Coué : « Le gauchisme décroît, il décroît, il décroît de plus en plus ».

Malheureusement ou heureusement, comme on voudra, la méthode Coué n'a jamais donné de résultats en politique. Aussi Paul Laurent, membre du bureau politique, revient-il à la charge dans le dernier numéro de « France Nouvelle » avec d'autres arguments pour calmer les inquiétudes de ceux qui se seront malgré tout laissés impressionner. La première qu'il faut noter pour lui, c'est que le phénomène « gauchiste » est gonflé par la bourgeoisie et la grande presse. Peu lui chaud que la majorité des dits organes de presse manifestent à l'égard de ce phénomène la même hostilité que la sienne. Il écrit : « Et c'est ainsi sans discontinuer : le moindre geste, le moindre frémissement gauchiste reçoivent sans cesse de toute la grande presse bourgeoise une amplification, une publicité, un soutien inversement proportionnels à leur portée réelle. » Benoitement il ajoute : « Les communistes ne s'indignent pas de cette situation. Ils ont toujours reconnu la capacité de la grande bourgeoisie à défendre ses intérêts de classe, en particulier par les véhicules principaux de son idéologie. »

Mais toutefois Paul Laurent sent la nécessité d'ajouter à cette

« contestation » des raisonnements d'un plus grand poids sur l'idéologie « gauchiste ». Il ne s'embarrasse pas de subtilités, il est vrai. Les orientations « gauchistes » ne sont pas celles du P.C.F., elles ne sont donc que des divagations sans bases sérieuses : « En premier lieu l'absence complète d'une analyse de classe de la situation française ». Sur le plan international ces « gauchistes » sont tout aussi irresponsables, ils mettent sur le même pied les Etats impérialistes et les pays socialistes selon Paul Laurent qui apparemment n'a pas besoin de se documenter pour affirmer. Il n'a sans doute jamais entendu parler des débats sur ces problèmes au sein de la nouvelle extrême gauche, ce qui lui permet d'écrire : « Ils crient indûment Ho Chi Minh ! mais ils vitupèrent le mouvement communiste international dont notre grand camarade était une des plus éminentes figures ».

La conclusion de ces considérations est simple : « Au lieu de formuler des mots d'ordre et des formes d'action susceptibles d'être compris et de rassembler il fait le vide autour d'un noyau d'activistes. » Le « gauchisme » est donc du domaine de l'irrationnel, c'est, nous dit Laurent, la logique de l'aventurisme qui ajoute en note qu'on ne peut y trouver au fond aucune espèce de logique. Mais finalement il se trouve obligé de reconnaître : « Cependant une base objective existe pour la persistance du phénomène gauchiste : de larges couches sociales nouvelles, étudiants et salariés, subissent une entrée brutale dans la sphère de l'exploitation et de l'oppression capitaliste. Sans expérience de la lutte des classes, elles sont enclines à l'impatience, à la révolte anarchisante ».

Alors, alors ! Paul Laurent, tout cela n'est pas aussi irrationnel que vous le dites. L'absence de logique est plutôt de votre côté, tout cela vous paraît irrationnel parce que vous ne voulez pas comprendre. Mais, prenez garde ! Une force aussi importante que le P.C.F. est sur la mauvaise pente lorsqu'elle n'est plus capable d'analyser pour elle et sa zone d'influence le monde qui l'entoure. L'avenir lui préparera des réveils douloureux. □

M. Michel Rocard, député, demande à M. le Premier ministre de s'expliquer sur l'aggravation de la condition qui est faite aux réfugiés et asilés politiques.

Il apparaît que les circulaires n° 127 du 29 juillet et n° 143 du 20 août 1968 ont pour résultat pratique d'assimiler au point de vue du droit du travail les réfugiés et asilés politiques aux travailleurs migrants :

— assujettissement de tous les réfugiés à la procédure de « régularisation » en matière d'obtention

de la carte de travail et suppression de fait des autorisations provisoires de travail qui leur permettaient de trouver un emploi dans des délais rapides ;

— assujettissement des réfugiés et asilés aux tracasseries administratives auxquelles sont soumis les immigrés. En particulier, la sélection médicale de l'Office national d'immigration s'applique aux réfugiés comme aux migrants, ce qui est absurde puisque la sanction de l'examen médical est le renvoi dans le pays d'origine. Les réfugiés dont l'examen médical a été défavorable se voient alors dans l'obligation d'effectuer une demande de dérogation sanitaire qui nécessite encore plusieurs mois d'attente, ce qui recule d'autant l'obtention de la carte de travail ;

— l'octroi de la carte de réfugié est dans le fait subordonnée à celle de la carte de travail.

Ces exigences font que le réfugié attend en moyenne de quatre à six mois pour voir sa situation régularisée, ce qui le rend aussi vulnérable à la répression policière et à l'exploitation des employeurs, que le reste des travailleurs migrants.

Le gouvernement retire ainsi aux réfugiés et asilés politiques les avantages liés à leur statut particulier et tend à les assimiler de plus en plus aux travailleurs migrants.

M. Michel Rocard demande à M. le Premier ministre si, dans ces conditions, le minimum ne serait pas de leur appliquer la clause de la nation la plus favorisée qui figure à la Convention de Genève du 28 juillet 1957 : il s'agit en l'occurrence du régime des travailleurs de la C.E.E. pour lesquels la carte de travail n'est pas exigée.

D'autre part, depuis trois ans, les arrivées (pour des raisons politiques) en provenance de pays comme la Grèce, le Portugal et le Brésil tendent à se multiplier.

Il semble que l'effort fait en faveur de ces trois nationalités soit loin d'être à la mesure des besoins, ce qui donnerait à penser que le gouvernement ferait de l'office français pour les réfugiés et asilés un instrument de sa politique extérieure, voire intérieure.

M. Michel Rocard, demande à M. le Premier ministre de lui indiquer :

— quel est, pour les années 1968, 1969, 1970, le nombre total des bénéficiaires des fonds imputés au ministère des Affaires étrangères dans le cadre de la commission interministérielle pour l'assistance aux réfugiés ;

— quel est le nombre des bénéficiaire des trois nationalités en question (Grèce, Brésil, Portugal) ;

— quel est le montant moyen de l'aide par bénéficiaire ;

— quel est le montant moyen de l'aide pour les bénéficiaires grecs, portugais et brésiliens.

Cette question et sa réponse seront communiquées au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Genève. □

Un exemple dans le Calvados

A Caen, la semaine dernière, sept travailleurs ont été brusquement et sans avertissement préalable, expulsés du territoire français. Ces expulsions ont eu lieu évidemment avec toute la discrétion voulue pour que personne n'en parle. Le fait que ces Algériens, résidant parfois depuis vingt ans en France, n'étaient pas absolument en règle au point de vue administratif, ne doit pas cacher les véritables raisons de ces mesures expéditives.

Qu'un certain nombre de ces travailleurs immigrés expulsés se soient retrouvés chômeurs n'est pas un fait surprenant dans une région où le chômage atteint 15.000 personnes. Il est inadmissible que des travailleurs immigrés, ayant travaillé pendant plus de vingt ans en France, puissent être inquiétés en tant que chômeurs, comme s'ils étaient responsables de cette situation.

Ces expulsions sont à replacer également dans la politique du gouvernement capitaliste actuel ; les travailleurs immigrés sont une force de travail qu'il s'agit d'exploiter au mieux, aussi bien sur les lieux de production que dans leur existence quotidienne (logement, avantages sociaux, etc.). La France ne supporte par ailleurs aucune des charges d'éducation initiale des travailleurs immigrés (puisqu'ils arrivent en France pour la plupart à l'âge adulte) et ne fait non plus aucun effort par la suite pour leur assurer une formation valable. Avec la même implacable logique ils sont renvoyés chez eux dès qu'ils ne peuvent plus travailler ou qu'on ne leur en donne plus la possibilité.

A tous ces avantages directement rentables pour le capitalisme français les Algériens en France, dans le contexte actuel, en présentent un autre aussi intéressant : celui de jouer le rôle de monnaie d'échange dans les négociations franco-algériennes sur le pétrole du Sahara. En effet, on ne peut croire que ces expulsions sont isolées et dues au hasard : plusieurs centaines d'Algériens ont fait l'objet des mêmes mesures ces derniers jours sur tout le territoire. Qui peut croire qu'elles sont un remède au sous-emploi en Basse-Normandie puisque certaines usines importent des travailleurs d'autres nationalités sans doute plus « intéressantes » : Citroën, à Caen, vient de faire venir soixante-dix Turcs.

Ainsi le gouvernement français montre son vrai visage, à la fois dans son rapport avec les travailleurs, français ou immigrés, et avec les pays sous-développés auxquels il prétend toujours apporter une aide désintéressée.

Pour les travailleurs de tous les pays, l'ennemi est le même : c'est l'impérialisme, et, contre lui le mouvement ouvrier doit développer sans cesse plus fermement une stratégie qui fasse en sorte que l'internationalisme prolétarien ne reste pas un vain mot. □

Travailleurs immigrés

Une question écrite de M. Rocard

Le temps de vivre

Lucien Saintonge

Sur le thème de la retraite à soixante ans les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont organisé le 27 mai d'importantes manifestations dans une grande partie de la France. Le succès remporté a largement dépassé les espérances des organisateurs. Il est apparu au grand jour que la majorité des travailleurs refusait de mener une vie de travail harassante jusqu'à la mort. Leur attitude traduite par des slogans divers et par des cercueils symboliques était très nette. Ils disaient en réalité « Nous ne voulons pas prendre notre retraite après soixante ans. »

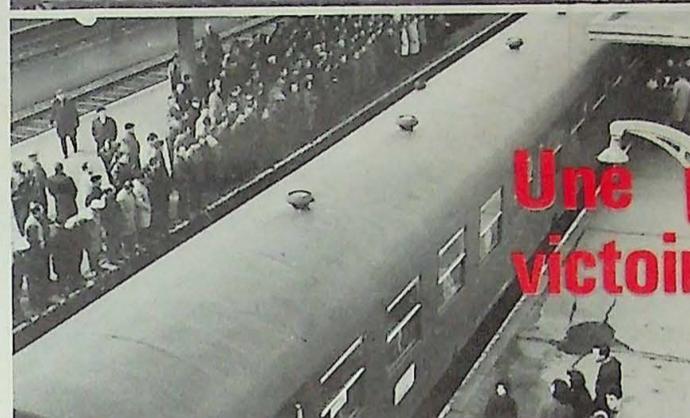
Les représentants de la bourgeoisie et le gouvernement en la personne de Robert Boulin ont réagi vivement. Cette revendication, disent ils, est démagogique. Si tout le monde prend sa retraite à soixante ans ou avant, on aboutira à faire peser des charges intolérables sur la population active. Le déficit de la Sécurité sociale augmentera encore et l'on sera obligé de recourir à de nouveaux impôts très lourds qui pèseront sur l'ensemble de l'économie française dans une période de concurrence internationale acharnée. Les syndicats ont répondu, notamment par la bouche d'Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., que la charge pouvait être parfaitement supportée en tenant compte du fait que la retraite anticipée libérerait des emplois pour les jeunes et les chômeurs et qu'une partie des travailleurs irait au-delà de l'âge légal de la retraite.

La réponse est tout à fait pertinente. Mais il est vrai aussi que les capitalistes dans cette affaire

ne raisonnent pas uniquement en termes financiers. Ce qui les inquiète le plus, c'est l'atteinte que la retraite à soixante ans porterait au mode de travail et de vie qu'ils imposent aux travailleurs. Pour eux il est capital que les ouvriers, les employés, les techniciens aient un horizon étroitement limité, qu'ils ne pensent qu'à gagner vite un peu d'argent sans se poser le problème du lendemain ou la question d'une autre vie. Oui, c'est bien cela, reconnaître que la retraite doit être prise à soixante ans ou avant, c'est reconnaître que la vie de travail n'est pas une activité libre, qu'elle ne peut apporter des satisfactions réelles à ceux qui la subissent.

Ce que le patronat craint également, c'est que des hommes et des femmes encore vigoureux au moment de la retraite n'utilisent désormais leur temps à se poser des questions, à revendiquer sur les conditions qui sont faites aux personnes du « troisième âge » tout à fait significatives du mépris dans lequel on tient ceux qui ne produisent plus de plus-value. Au bout du compte, c'est tout une conception de la vie et de la société qui est en jeu dans ce qui, au départ, n'apparaît porter que sur quelques années de vie.

C'est dire l'importance de l'action autour de l'abaissement de l'âge de la retraite. Au même titre que la lutte contre les cadences, les grilles de salaires, la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail, elle appelle à la création de nouvelles relations de production et à de nouvelles relations sociales.



Transports

Une première victoire

J. Verger

Le projet de loi déposé par le ministre des Transports instituant une taxe de 2 % sur les salaires dans la région parisienne destinée à associer les patrons au financement des transports, constitue une grande victoire pour les comités d'usagers des transports de la région parisienne !

Répondant au « Livre noir » des transports parisiens, le gouvernement s'est senti obligé de publier un « livre blanc » (ce qui ne manque pas de sel !).

Quelles sont les implications de cette taxation de la masse des salaires ?

Le gouvernement a pris soin d'appliquer cette taxe de 2 % aux salaires plafonnés, ce qui défavorise les entreprises pratiquant les salaires les plus bas ou employant essentiellement de la main-d'œuvre ouvrière, au détriment de celles utilisant un personnel cadre plus important. Ce plafonnement aboutira à une minoration des ressources, puisque, d'après les propres affirmations de Monsieur Chamant, l'incidence réelle de cette taxation de 2 %, doit être ramenée à 0,6, à 0,8 % maximum ! M. Chamant est également dans l'impossibilité de déterminer les sommes qui seront ainsi perçues.

Plus important enfin, aucune garantie n'est donnée aux usagers en ce qui concerne le contrôle rigoureux de l'utilisation de ces ressources parafiscales. Si ces ressources ne servent en réalité qu'à

comblent le déficit de la R.A.T.P. ou de la S.N.C.F. banlieue, ce sera simplement un os donné à ronger aux usagers des transports de la région parisienne (1).

Ces réserves importantes étant faites, il importe de considérer ce projet de loi comme une victoire considérable, au moins sur le plan psychologique. Le gouvernement a en effet été forcé, par la pression de l'action de masse déclenchée dans la région parisienne, de répondre au mot d'ordre : « les patrons doivent payer. »

Ceci nous montre s'il en était besoin, que l'action est payante et que nous pouvons dès maintenant passer à une nouvelle étape :

— carte unique des transports de la région parisienne, payée intégralement par les patrons.

— Exigeons le contrôle direct des usagers, des syndicats, sur l'affectation des sommes perçues au titre de cette taxation : un véritable plan de réorganisation des transports parisiens ne peut être élaboré et contrôlé que par les travailleurs.

Une nouvelle étape va maintenant s'ouvrir, nous aurons l'occasion prochainement de rendre compte des perspectives d'action de la fédération des comités d'usagers.

(1) Quant à la hausse prochaine des tarifs (pendant les vacances évidemment) que nous devons combattre, il est important de noter que le gouvernement a promis qu'elle ne toucherait pas le montant des cartes hebdomadaires...

La retraite à 60 ans

